

Histoire

1) L'histoire n'est pas faite pour les historiens.

a) De poids du passé dans le présent.

De nombreux auteurs ont insisté sur les pratiques sociales, les comportements, les idées que l'on hérite de l'histoire. Cet héritage limite à comprendre le monde ou la société.

Karl Marx : 18 brumaires de Louis Bonaparte.

Essai sur la prise du pouvoir de Napoléon III (Bonaparte) qui pris le pouvoir en 1850 pour proposer le retour à l'ordre, au développement économique.

« La tradition de toutes les générations mortes pèsent d'un poids très lourds sur le cerveau des vivants »

Il est difficile de s'extraire, de faire quelque chose de neuf.

Reprise des idées romaines.

1871 : Nouvelle révolution

En résumé on peut admettre que nous héritons du passé de multiples aspects de notre réalité, politique, sociale.

Nous héritons des structures sociales, des institutions, des règles de droit, des mœurs, des identifications sociales et collectives.

b) L'histoire comme mémoire : le poids du présent dans le passé :

Il est impossible de faire l'histoire de certains événements sans prendre en compte une histoire sociale et culturelle du passé.

Robert Paxton sur le régime de Vichy.

L'histoire comme mémoire crée un écran mais elle crée aussi un intérêt particulier des événements.

Cela permet de connaître les faits. Augmentation considérable de la vente issue de la recherche historique.

L'histoire est un ensemble d'interprétation et non pas un recueil de faits. L'histoire ce sont des faits et des interprétations.

2) L'histoire ce sont des faits et des interprétations.

Paul VETNE : « En histoire comme au théâtre, tout montré est impossible, non pas car il faudrait montrer trop de pages mais car il n'existe pas de faits historiques élémentaires ou d'atomes événementiels. »

L'histoire n'est jamais l'étude de la totalité, c'est toujours le choix d'un angle d'approche.

L'histoire c'est avant tout un récit qui s'organise autour d'une intrigue.

c) L'interprétation de l'histoire

Elle joue un rôle dans le développement historique. Durant tous le 20^{ème} siècle, l'interprétation de la révolution cause des disputes.

d) L'interprétation de la periodisation

XIX → 1789 à 1914

XX → 1914 à 1990

Apprendre événement marquant du 19^{ème} siècle.

Suite :

Naissance de l'économie de marché :

Révolution économique qui marque l'entrée de la civilisation occidentale. Cette période nouvelle se caractérise par le début d'une période de croissance économique à peu près continue tel que l'humanité n'en avait jamais connu auparavant. Cette ère nouvelle s'accompagne d'un système économique particulier : le capitalisme.

À différents égards : économique, sociaux, culturels le 19^{ème} est le lieu de ce phénomène de vaste ensemble, la révolution industrielle.

Ce terme a été utilisé la première fois en 1845 (après le début du phénomène), mais du point de vue économique cette révolution a commencé dans les années 1780 en Angleterre, 1800 en France. Le premier à l'employer, Engels « situation de la classe laborieuse en Angleterre ». Pour lui le terme vise à désigner l'ensemble des transformations profondes qui affectent déjà les travailleurs depuis les années 1770 – 1780, c'est-à-dire presque 80 ans plus tard. Pour Engels et plus largement pour les socialistes anglais et français de l'époque, la notion de révolution industrielle s'impose par analogie avec la grande révolution politique du début du 19^{ème} siècle. Le terme va progressivement se diffuser dans un sens plus large et au début du 20^{ème} son usage s'est banalisé.

Au début du 20^{ème} Paul Mantoux va en proposer une définition dans un ouvrage intitulé la révolution industrielle au 18^{ème} siècle. Pour lui c'est l'industrie le principal phénomène caractérisant la révolution.

La révolution industrielle est en premier lieu une révolution technique. Depuis Mantoux, les études, ont relativisé cette interprétation en terme de technique. Cette interprétation souligne la continuité et les ruptures existant entre les transformations qui débutent au 18^{ème} siècle dans les années 1720 et celles qui vont avoir lieu au 19^{ème} siècle. Ces interprétations ont également relevé que ces transformations ne se sont pas limitées au domaine de l'industrie. L'agriculture, les transports, le système bancaire et financier ont également joué un rôle déterminant. On admet que les innovations techniques ne sont qu'un élément parmi d'autres.

Enfin les historiens actuels ont insisté également sur le rôle de facteurs plus qualitatifs. Il s'agit notamment des relations dans l'entreprise, des habitudes de consommation. Plus largement les mentalités se sont considérablement évoluées en un siècle et demi.

Au total, on peut retenir qu'il y a autant évolution que révolution au point de vue de la production économique mais il y a cependant révolution du point de vue des rapports des hommes à l'économie.

Un autre terme concurrent apparaît vers 1880 « le capitalisme », il désigne quant à lui un système social particulier. Ce système est historiquement discuté. Ce système recouvre les dimensions économiques de marché ainsi que les transformations des relations de travail et même de la relation des Hommes au travail en temps que tel. Dans le capitalisme, le travail est considéré comme une marchandise et la généralisation du salariat correspond à ce système de production particulier.

On parlera plus volontiers de capitalisme pour insister sur les ruptures avec les civilisations passées. D'un autre côté, les historiens de l'économie plus attentifs à la diversité (diversité régionale) préfèrent le terme plus neutre d'industrialisation ou de révolution industrielle.

(RIOUX « la révolution industrielle » - VERLET « la révolution industrielle » -

WALLERSTEIN « le capitalisme historique »)

A) Comment naît un système économique ?

-Les trois facteurs limitatifs de l'économie industrielle.

Vers le milieu du 18^{ème}, l'économie préindustrielle présente trois grandes caractéristiques :

-Le poids de l'agriculture dans la production et le travail des hommes. Elle représente la moitié du revenu en Angleterre et les trois quarts en France. Globalement la majorité est issue

d'un milieu rural. L'essentiel de cette agriculture consiste en la polyculture aléatoire des denrées de subsistances traditionnelles. En d'autres termes, il s'agit d'une agriculture de faible productivité et d'une agriculture qui reste centrée sur la production de grains qui sont consommés sous forme de pain, galette et qui constitue la base de l'alimentation. De fait, une mauvaise récolte entraîne des disettes et l'augmentation des prix en même temps qu'elle favorise la propagation des épidémies.

-La seconde caractéristique concerne la faiblesse de la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. Il n'y a pas de marchés unifiés et l'essentiel des productions est consommé localement ou dans la région proche. Ainsi, il faut un mois pour acheminer des marchandises de l'Orient à Grenoble. De même, le transport fluvial reste lui aussi très lent et à un prix de revient élevé du fait de la faible capacité des bateaux.

Seul le transport maritime transocéanique est en rapide évolution et il permet un renforcement des échanges entre l'Europe et les mondes nouveaux. D'où accumulation de richesses par l'Europe.

-La faiblesse de l'industrie, la stagnation de l'industrie urbaine qui est très étroitement engagée par les règles des corporations.

Les corporations sont les associations patronales et artisanales dont la nature correspond à la société d'ordre de l'ancien régime. Elles réglementent un peu comme les castes en Inde, réglementent le droit d'exercer certaines professions (uniquement si l'on est fils de...) afin d'éviter la concurrence. C'est l'inverse du capitalisme.

Ces corporations ont développé un système très contraignant qui impose aussi bien les techniques à employer que les conditions de travail. Ces règles sont totalement opposées aux perspectives de la libre concurrence et du marché qui apparaissent alors. Elles sont d'ailleurs très vivement critiquées dans le dernier quart du 18^{ème} siècle. Une réforme échoue et les associations ouvrières vont être interdites par la fameuse loi Le Chapelier de 1791. « Il est interdit désormais de se regrouper que ce soit entre ouvrier ou entre patron. ». Cette loi va rester en vigueur et ce n'est qu'en 1884 que l'on autorisera à nouveau certains groupements collectifs dans l'économie avec l'autorisation des syndicats.

-Les trois facteurs de la proto-industrialisation :

Cela n'empêche pas le démarrage de certaines évolutions. Ces évolutions concernent notamment le travail familial à domicile et les petits ateliers de moins de 10 personnes. Des les années 1730 apparaît un système que l'on désigne aujourd'hui sous le terme de proto-industrialisation. Ce système rassemble un entrepreneur ou marchand urbain lequel apporte à des travailleurs ruraux à domicile une matière première (textile / petite sidérurgie) avant de reprendre un produit fini pour le commercialiser.

Ce qui caractérise ce système c'est la vente hors du lieu de production et même jusqu'à l'étranger. Il établit de nouveaux liens entre la ville et la campagne. Ces caractéristiques différencient ce système de l'artisanat. Le premier phénomène concerne la disponibilité d'une main d'œuvre rurale inemployée à certaines périodes de l'année.

Second phénomène, c'est celui de l'intérêt des marchands, un intérêt qui recouvre deux aspects :

-le coût de la main d'œuvre. Dans la mesure où ces nouvelles activités constituent un appoint pour la main d'œuvre, il est possible de la rémunérer en dessous de ce qui est nécessaire. Ainsi au début du 19^{ème}, une famille de cinq personnes gagnent l'équivalent d'un ouvrier qualifié en milieu urbain.

Second intérêt des marchands concerne l'organisation du travail, à savoir que le marchand avec cette implantation rurale évite les risques de troubles liés à la concentration des ouvriers.

Certaines analyses vont jusqu'à affirmer que les autorités politiques notamment au 19^{ème} ont délibérément encouragé ce phénomène.
Ce système est très caractéristique de la France.

Dernier phénomène concerne l'appauvrissement relatif de certaines régions agricoles. En effet certaines régions vont connaître une tendance au surpeuplement renforcé par le morcellement des petites propriétés. Faute de pouvoir acquérir des terres, les paysans vont acquérir les instruments leur permettant de travailler avec les marchands. Les historiens ont souligné que la tendance à la pluri habilité va s'auto renforcer dès lors que les enfants deviennent une main d'œuvre indispensable à la survie de la maisonnée elle-même. Ce mets en place une forme d'auto exploitation des familles qui deviennent des sortes d'ateliers en miniature. La natalité augmente car elle aide à la production mais elle renforce la nécessité d'une activité extra agricole. Cette natalité va créer peu après les conditions favorables à la révolution industrielle lorsque ce système de proto industrialisation sera remis en cause par la concentration de la production et qui vont libérer une main d'œuvre qui n'ont d'autres choix que de ce dirigé vers les villes.

b) La révolution industriel

Il demeure très difficile d'expliquer les raisons du véritable décollage économique (Take off) dont s'accompagne la naissance du capitalisme moderne.

On peut cependant repérer trois grands types d'évolutions structurelles, à la fois sociales, économiques, culturelles qui vont participer de l'essor économique industriel. Elles sont pour ainsi dire les vecteurs de la révolution industrielle.

Les différents apports du progrès à l'école

Le double développement du marché

La révolution des techniques

De manière schématique on peut dire que la révolution industrielle naît dans les campagnes au delà même de la proto-industrialisation . En effet des évolutions déterminantes caractérisent le progrès agricole en Angleterre puis en France. Ce progrès agricole passe tout d'abord et surtout en Angleterre par la privatisation et la concentration des terres. Les bien communaux qui permettait la survie des paysans sans terre disparaissent progressivement pendant cette période. Une politique de remembrement rural est engagée par l'état et elle autorise le rachat des petites propriétés par les propriétaires les plus importants. Ce sont des loi autoritaires qui obligent les personnes ayant une petite propriété à la mettre en vente. Il faut un minimum de taille de propriété pour être rentable.

Karl Marx et d'autres vont interpréter ce phénomène comme la source de main d'œuvre non qualifié et peu exigeante. Cette main d'œuvre d'origine rural privé de propriété est disponible pour devenir le prolétariat de la grande industrie. Les transformations du monde agricole préparent et libèrent la main d'œuvre nécessaire à la révolution industrielle naissante.

L'évolution de l'agriculture ne va pas seulement transformer l'emploi des hommes, elle va également transformer la production agricole. En effet la concentration des terres va autoriser des investissements (drainage, clôture, défrichage, ...). Ils ont amélioré l'agriculture au prix de créer de grandes exploitations, ces investissements vont augmenter la productivité de près de 25 %. Cette agriculture transformée produit trois effets, elle fournit des disponibilités alimentaires qui permettent une expansion démographique. On passe de 140 à 266 millions d'habitant en Angleterre. En France avec le recul de la famille, des épidémies et de la guerre, le taux de mortalité s'abaisse de 40 à 25 %. Ces disponibilités alimentaires vont connaître une

baisse sensible de prix. Dans les villes mêmes pour les catégories populaire, le coût de la nourriture diminue ce qui va renforcer les achats secondaire tel que les biens de consommation courantes, les accessoires de logement et surtout les vêtements.

Ce nouveau commerce sera déterminant dans le développement des marchés. L'agriculture nouvelle va favoriser l'accumulation de capitaux. En effet les grands propriétaires ruraux vont pouvoir progressivement investir dans d'autres activités que la terre et ils vont être les premiers à créer les premières régions industrielles et notamment en Angleterre.

C'est l'irruption du capitalisme dans l'agriculture traditionnelle qui contribue à la révolution industrielle. L'Europe passe en quelques décennies d'une agriculture subsistante à une agriculture de marché. Enfin aux paysans pauvres et sans terre se substitue le grand propriétaire qui les emploie désormais comme salarié ou métayer.

Ces acteurs vont modifier radicalement la situation des campagnes et dégager un capital issu directement du sol.

Le double développement des marchés : du coton vers une société de consommateurs.

La révolution industrielle est aussi et surtout le résultat d'une économie de marché qui est indissociable du capitalisme.

On peut dire que la révolution industrielle naît de la conjonction d'un double mouvement, le développement des exportations et de l'autre la naissance d'une société de consommateur.

Le développement du marché extérieur européen est l'un des moteurs les plus déterminants de la révolution industrielle. On peut même avancer que l'ensemble du système industriel et commercial qui va se mettre en place au niveau mondial en découle directement.

On peut dire également que si ce sont d'abord l'Angleterre et la France qui inventent la révolution industrielle, elle ne le font qu'avec le soutien des autres régions du monde avec lequel elles commercent.

La nature de l'échange entre les pays qui vont faire la révolution industrielle et le reste du monde va s'établir très précocement et se maintenir sur le long terme.

L'Europe et principalement l'Angleterre deviennent une gigantesque fabrique qui à la fois s'approvisionne dans d'autres aires géographiques et leur revend des produits manufacturés.

Ainsi en Angleterre dès 1750, 80 % des exportations sont des produits manufacturés alors que 80 % des importations des produits de matière première.

À cette époque la nature particulière de l'échange entre l'Europe et le reste du monde est représentée par deux marchés particulièrement dynamiques pour les Européens. L'économie coloniale de plantation va en effet absorber une partie importante des produits manufacturés européens.

Cette économie se développe avec l'augmentation des produits tropicaux, dont le prix baisse (sucre, tabac, thé, café). L'autre marché extrêmement dynamique et assez similaire est celui des États-Unis d'Amérique qui vont s'appuyer sur l'esclavagisme économique de population jusqu'en 1865.

L'industrie cotonnière, le filage, le tissage et l'impression du coton. En effet la cotonnade est le bien de consommation qui va lancer la révolution industrielle. Les cotonnades représentent jusqu'en 1860 75 % des emplois industriels en Europe. L'Europe produit le textile du monde entier et ce commerce va inverser le courant d'échange avec les autres continents en faveur de l'Europe et donc ceci en valeur et en volume.

Ce commerce va surtout se révéler le premier secteur caractéristique des profits rapide et massif extrêmement important associé au capitalisme, c'est un domaine où on va faire beaucoup d'argent.

L'origine de ce commerce est constitué de ce que l'on appelle les indiennes, les cotonnades imprimé qui se révèlent plus légère et moins chère que les textiles dont s'habille les européen à l'époque à savoir la laine et le lin. Ces indiennes arrivent en Europe dans les années 1680 et comme leur nom l'indique elles sont importées d'Asie. Ces textiles vont rapidement se répandre dans toute la société Européenne malgré les interdictions très sévère que vont obtenir les producteurs textiles Européen.

On estime que dans les années 1720 dans les villes même les classes populaires ont pris goût à ces tissus chatoyants et pas chers.

En somme la mode vestimentaire est en train de naître et c'est elle qui engage l'entrée des cotonnades. Cette mode est en train de créer un marché complètement inédit sans précédent du point de vue tant de la taille et du point de vue de la richesse, des profits possibles.

C'est en s'appuyant sur ce coup spontané que les européens vont devenir les premier cotonniers du monde et vont construire sur cette base leur industrialisation.

En effet à partir des années 1750, la main d'œuvre esclave des Antilles et des colonies anglaises d'Amérique du Nord va fournir aux européens un coton brut a faible coût.

Un coton dont le prix va baisser constamment jusqu'en 1860, il s'agit donc d'une matière première très profitable, son prix baisse, sa production peut être librement augmenté, de plus parce que sa production permet du profit complémentaire sur le commerce de la main d'œuvre elle-même. Pour certains historiens la traite des esclaves va contribuer fortement à enrichir les armateurs européens et elle aurait même joué un rôle dans le décollage économique qui ne serait pas négligeable.

Les armateurs de Liverpool utilisent 15 navires pour ce commerce de grand profit contre 132 en 1792.

En ce qui concerne le coton, celui-ci va être accueilli et transformé dans les premières régions industrielles. Ce coton est tissé, imprimé, tiré en série à un coût moindre que les productions asiatiques. Cette production est réexpédiée vers l'Afrique, l'Inde, ...

Les exportations sont multiplié par 10 et représente 75 % des exportations. La quantité de coton brut est multipliée par 60.

Devant les perspective de profit sans limites, ils vont se lancé dans de nouvelle technologie, elles existaient mais elles étaient resté inexploité. Dans le secteur cotonnier, la mécanisation va pouvoir se développer fortement. Ceci aussi bien en terme de filature que de tissage. De plus cette mécanisation va s'accompagner d'une concentration de la main d'œuvre près de l'eau et du charbon nécessaire l'un et l'autre à faire tourner la machine et l'utiliser de plus en plus rationnellement (augmenter la productivité).

On voit apparaître les premières régions industrielles. Les manufacturiers grâce au profit généré vont réussir à autofinancer leur développement (pas d'emprunt), ce qui va leur permettre de se développer en amont par l'acquisition de plantation et en aval.

En un mot, le marché des cotonnades va susciter un ensemble d'innovations à la fois technique et de production qui vont enclencher la révolution industrielle.

On peut dire que la cotonnade va également avoir de grandes applications au niveau des marchés intérieurs européen. En exportant ces indiennes, l'Europe va exporter en même temps un nouveau mode de consommation, un marché de la consommation courante. Les pays Européen vont de la sorte voir la naissance d'une société de consommateurs. Cette société de consommateur qui s'élabore à partir de 1750 est différente de la société de consommation laquelle apparaît au 20 ème siècle. Société dans laquelle la majorité de la population

consomme beaucoup. Dans la société de consommateur il s'agit simplement d'une grande partie de la population qui a accès à la consommation.

Cette nouvelle société signifie que le commerce des biens ne concerne plus seulement une minorité de produit de luxe mais qu'il s'étend à des objets courants, de l'ameublement, etc. De plus en plus d'objets deviennent accessibles à ceux qui dépassent le seuil de la stricte de la subsistance.

Ce commerce concerne l'habillement, car l'habit devient un marqueur social, un signe d'affichage et de positionnement.

Ceci est d'autant plus vrai après la révolution dans la mesure où les rangs et les conditions ne sont plus déterminées par la naissance. La consommation de coton brut par habitant va décupler au 19^{ème} siècle dans tous les pays industrialisés.

Plus largement, les colporteurs vont diffuser en milieu rural des produits de plus en plus diversifiés et qui dépassent les tissus (accessoire, peigne, outils, coutellerie ou encore des images et des imprimés).

Cette société de consommateur va progressivement dynamiser l'économie et soutenir le développement des grands centres manufacturiers lesquels doivent être ravitaillés en combustible tel que le bois puis le charbon.

La dynamique de cette société de consommateur est que l'augmentation des revenus est due à ces nouvelles activités ajoute toujours plus de consommateurs de produits toujours moins chers et plus diversifiés.

Au total au marché ancien où une minorité de produits de luxe absorber par des privilégiés se substitue un marché moderne géographiquement et socialement de plus en plus étendu.

La révolution des techniques : machinisme et innovations

La grande transformation qui a longtemps permis de résumer l'ensemble de la révolution industrielle est l'évolution technologique. Avec l'économie nouvelle on entre en effet dans l'air du machinisme lequel consiste non seulement dans l'utilisation partielle d'une technique plus évoluée mais plutôt dans la place centrale qu'acquiert cette technique dans la production.

L'historien Paul Mentoux : « pour que le machinisme règne il ne suffit pas que la machine concoure à la production, il faut qu'elle soit devenue le facteur essentiel, qu'elle détermine la quantité, la qualité et le prix de revient des produits.

L'Europe va entrer dans l'aire du machinisme sous l'impulsion d'un double objectif découlant de l'expansion des machines.

-L'augmentation des quantités

-L'augmentation de la productivité

Des progrès qui vont faire chuter les prix, et enclencher la dynamique industrielle.

Quelques exemples :

-Le rôle de la technologie dans le textile : La navette volante mécanique va permettre de quadrupler la productivité du tissage en 1730. De même le filage dans les années 1770 va s'améliorer avec l'invention du rouet mécanique. Il va permettre de produire 120 fois plus que l'ancien rouet. Il va encourager la main d'œuvre rurale à abandonner toute activité agricole.

D'un autre côté le rouet à eau va permettre la création des premières filatures industrielles. En 1800 80 % du fil anglais est produit de manière industrielle. De manière générale au-delà on peut retenir que progressivement les inventions du secteur cotonnier sont étendues aux autres secteurs textile tel que la laine le lin ou la soie. Pour cette dernière l'invention du métier de vaucluse n'aura des effets industriels que vers 1815 suite au perfectionnement apporté par Jacquard, en d'autres termes c'est l'appel économique qui commande l'utilisation des techniques nouvelles.

Cette remarque vaut également pour la métallurgie laquelle entre dans l'ère industrielle vers 1790 même si elle ne rivalise pas avec le textile avant les années 1830. On peut considérer qu'à partir de 1800 le fer est devenu un produit courant qui sort en grande quantité de hauts fourneaux de tailles croissantes. Peu à peu les premières grandes entreprises contrôlant les mines de fer, les mines de houilles, les hauts fourneaux et les forges apparaissent au fil du 19^{ème} siècle. Cependant ce n'est qu'à partir de 1860-1880 que va se développer la sidérurgie moderne capable d'utiliser des minerais plus pauvres. A compter de cette date, le charbon et l'acier vont prendre le relais du textile et devenir les principaux secteurs de la croissance industrielle notamment en France.

L'acier doit être associé pour sa part à l'essor de la mécanique, essentiellement après les années 1860. On assiste à la percée de multiples innovations qui vont susciter une répulsion et une fascination pour la mécanique. La mécanique à partir de 1860 devient dans sa parfaite productivité mais aussi dans son impersonnalité, son bruit, sa standardisation devient une sorte de métaphore du monde moderne. L'exposition universelle de Paris en 1889 est caractéristique de cette fascination avec la fameuse salle des machines qui sera réalisée à l'intérieur du grand palais.

La mécanique devient une sorte de métaphore du travail moderne ainsi la médecine et la physiologie notamment avec l'étude photographique du mouvement (Etienne Jules Marey) vont ainsi étudier le travail au travers d'une représentation de ce que l'on appellera le moteur humain ou l'homme machine. Cette fascination de la mécanique va concerner beaucoup d'innovation quotidienne lesquelles généralisent à partir de 1860 le système industriel de la production de masse.

Ainsi le filetage de précision, les machines-outils, la machine à coudre, les rotatives d'imprimerie, les machines à écrire ce sont des innovations quotidiennes.

Le quotidien devient peuplé de production en masse. L'innovation va également ajouter de nouveaux biens de consommations, ainsi vont apparaître les allumettes, la montre à bas prix, la lampe à pétrole, le ciment. Reste à partir de 1870, l'électricité qui se répand dans les villes et va accompagner avec le moteur à explosion la croissance au début du 20^{ème} siècle. En définitive c'est autant le rapport des hommes à la technologie que son utilisation qui aura connu une fantastique mutation. Désormais à l'inventeur artisan isolé ce substitue des réseaux de formation et de recherche dont la figure de l'ingénieur va devenir le symbole.

On peut dire que la technique et la science deviennent des éléments importants de la croissance économique. Leur importance ne fera que se renforcer au cours du siècle suivant, seul l'évolution technologique détermine le rang au niveau mondiale.

c) Vers un monde de mobilité et plus globalisé

Un rythme de circulation plus rapide des marchandises, des capitaux et des hommes va se révéler indispensable à la croissance d'un nouveau genre qui apparaît avec la révolution industrielle.

Le monde se place sous le signe de la mobilité et amorce sa lente marche vers une globalisation toujours plus profonde.

On peut retenir trois repères :

- Les améliorations des transports traditionnels

Le long chemin vers l'internationalisation des échanges passe par les transports, le transport routier s'améliore fortement entre 1750 et 1850. Ainsi en Grande Bretagne ce sont des entrepreneurs privés qui construisent les premières routes à péage dès 1750 tandis qu'en France c'est l'état qui va prendre en charge ce développement. Il faut quand même 4 jours de diligence pour faire Paris Lyon en 1815 contre deux jours en 1848.

Dans l'ensemble les chemins secondaires restent de mauvaises qualités et le réseau s'améliore surtout à partir de quelques grands axes qui rayonnent à partir de la capitale. En 1836 on vote une loi pour désenclaver les campagnes et améliorer les routes départementales. Le transport de marchandises reste pour l'essentiel effectué sur l'eau au 19^{ème} siècle.

Par transport sur les péniches pour les autres marchandises, les investissements vont permettre la réalisation d'un réseau de canaux importants en GB et en France. Ainsi en 1830 plusieurs canaux importants sont achevés en France, le canal du midi qui relie l'Atlantique à la méditerranée. En GB c'est entre 8 et 9 % des investissements qui sont pour la route et la voie fluviale.

Le développement du transport entre continent, ce sont les clipppers qui vont raccourcir de près d'un mois le trajet vers l'Europe de l'Amérique. A partir de 1860 apparaissent les vapeurs à hélice. Le canal de Suez est achevé et il réduit de moitié le trajet vers l'extrême orient. Au total de 1820 à 1860 le prix de la tonne de marchandise transporté est divisé par 4. On peut donc estimer que les transports terrestres fluviaux et maritimes sont suffisants et rentables pour approvisionner les centres industriels et urbains.

Les transports traditionnels étaient suffisants des 1830 pour approvisionner l'économie.

Pourquoi le développement du chemin de fer ?

Si l'on suit Jean Pierre Rioux, les débuts du rail ne sont pas très prometteurs. Entre 1820 et 1830 les premières lignes sont construites par quelques convaincus lesquels ont beaucoup de mal à réunir les capitaux nécessaires. Le chemin de Fer apparaît comme une machine bruyante, coûteuse ...

La première ligne est entre Lyon et Saint Etienne moins de 10 ans plus tard, une véritable fièvre ferroviaire va s'emparer de l'Europe et des sociétés privées vont commencer la construction du réseau ferré. La raison de cet engouement soudain est résumé ainsi par Jean Pierre Rioux : « L'attrait décisif du rail va venir avant tout de l'énorme masse de capitaux qui peuvent s'y investir et qu'il fait fructifier. » En d'autres termes c'est une raison capitaliste et non un besoin de transport qui va déterminer la construction des chemins de fer.

En effet des les années 1820 – 1830 les profits générés par la révolution industrielle ne parviennent plus à s'investir totalement dans les textiles. Dans ce secteur les marges se réduisent et les possibilités de développement se sont déjà un peu refermer. En outre les investissements à l'étranger vont se révéler décevants. On assiste même aux premières crises boursières

Le chemin va offrir une débouchée à une épargne disponible provenant des notables, de la grande bourgeoisie et des classes moyennes émergentes. Les investissements nécessaires aux chemins de fer sont énormes, il faut 200 millions de francs pour construire Paris – Lille.

L'argent sera rassemblé en quelques semaines par les versements de près de 20 000 actionnaires. La construction du réseau ferré va se révéler déterminante dans la modernisation du système bancaire et de crédit. Cette construction va même transformer radicalement les marchés de capitaux et certains flux internationaux. Cette construction conduit en outre à la construction des premiers grands groupes à la fois bancaires et industriels. Ainsi dès 1850, les obligations sur les compagnies ferroviaires vont devenir l'un des produits d'épargne les plus attractifs. Deux chiffres témoignent de l'investissement : 437 millions de France entre 1835 et 1864 et près de 300 millions jusqu'en 1900.

On pourrait faire beaucoup de parallèle avec le développement de l'Internet aujourd'hui. Au delà des aspects financiers les conséquences du rail sont multiples et profondes :

-Effet humain qui est de deux types, les chemins de fer modifie la physionomie des villes, le territoire, en particulier par la création de quartier de la gare.

-Créer de nombreux emplois, 32 000 emplois des 1850, dix fois plus à la fin du 19^{ème} siècle. Le cheminot va être l'une des figures de prou des nouvelles classes intermédiaire en France dont on parlera sous la troisième république.

-Conséquence économique que l'on peut dissocier en deux types, effet direct avec les travaux public, les aménagements, les fleuves, les cols, le percement des premiers tunnels (frégus). Le rail a également des effets sur la métallurgie lesquelles profitent principalement à l'Angleterre qui assurera les trois quarts des commandes liés au rail. Le rail a également des effets économique indirecte, les régions vont se spécialiser a mesure de l'arrivé du chemin de fer. L'arrivé du rail va signifier que l'espace se retraisse que les idées nouvelles circulent plus vite. Les hommes se déplacent et se rencontre plus facilement. Enfin le chemin de fer transporte l'industrialisation sur l'ensemble du territoire européen, la diffuser et la renforce ou elle est déjà existante. Il en est de même aux Etats-Unis où New York- San Francisco réduit le trajet de 6 mois à une semaine.

Au final le développement du rail va permettre une division par deux du coût de la tonne transporté par kilomètre. Les dernières conséquences du développement du chemin de fer sont d'ordre géopolitique, en effet à parti des années 1880 le rail va accompagner l'expansion politique et économique des puissances coloniales.

Les wagons vont transporter les banquiers, les diplomates, les militaires et vont s'étendre sur des lignes liées aux matières premières ou a des marchés particulièrement porteurs.

RIOUX : « Le rail devient l'arme décisive du capitalisme et de l'impérialisme. »

L'Amérique du Sud et l'Afrique vont passé de 3000 18000 à 42000 20000 Km en trente ans. L'Europe triple son réseau qui atteint 280 000 Km de voie.

Les modifications des transports vont en définitive conduire à renforcer les hiérarchies économique mondiale et ceci pour deux raisons, tout d'abord la rotation plus rapide des marchandises va favoriser la réduction des stocks et libéré des capitaux pour l'investissements.

En outre les transports modernisés vont également favoriser le développement des agricultures de plantations ainsi que l'importation des matières premières notamment minière sans les transformer sur place. Très tôt l'évolution des transports dessine certaines égalités structurelles qui sont encore celle du monde moderne aujourd'hui.

Une première globalisation des capitaux.

A partir de 1840 le système bancaire traditionnel va se transformer par les besoin en capitaux du rail. Le système ancien de banque familiale de dépôts se révèle dépassé par l'ampleur des nouveaux investissements alors même qu'il pourrait répondre au début de la révolution industriel. A compter des années 1840 vont apparaître les premières grandes banques de crédits, en France la société générale ou le crédit lyonnais.

En Grande Bretagne, aux états unis apparaissent des banques qui drainent l'épargne des particuliers. Ces banques développent un véritable réseau qui va s'implanter jusqu'au cœur des campagnes. Elles deviennent également des sociétés anonymes et de plus des société anonyme a capitaux mixtes comprenant des capitaux d'état. Lesquels l'utilise pour développer les chemins de fer. Ce réseau bancaire va se compléter par des mutuels, des caisses de retraite, des sociétés d'assurance qui toute vont alimenter l'investissement industriel et commerciale.

Des l'année 1840-1850 jusqu'à fin du siècle, l'épargne même modeste va devenir une épargne de monnaie qui fructifie et participe à l'économie.

Dans les années 1880 on parlera même d'un véritable suffrage universel des capitaux pour symboliser cette tendance à la démocratisation. De manière plus large on peut souligner que

les banques deviennent des partenaires considérable du développement économique, elle choisissent les investissements, elles sélectionnent les régions, elle choisissent les investissements. Quelque grand groupe, le crédit immobilier appartenant à la famille Perron qui de 1850 à 1867 va passer de 100 000 millions de France à 2,5 milliard. Ils vont symboliser la réussite fulgurante en une seule génération caractéristique du capitalisme monétaire. Les frères Perron se distinguent de la haute banque traditionnelle celle qui prête aux états et dont la famille Rothschild est le symbole durant tout le 19^{ème} siècle. En 1825 James Rothschild possède la moitié du capital de la banque de France.

Toutes ces transformations économiques dessinent un nouveau mode de vie, un nouveau type de civilisation

Emergences et contrastes des mondes ouvriers du 19-20^{ème} siècle.

1) La diversité sociale des mondes ouvriers

On peut retenir trois grandes raisons qui justifient de s'arrêter sur les mondes ouvriers.

L'univers ouvrier au 19^{ème} siècle est sans aucun doute celui qui en terme quantitatif et en terme qualitatif va être plus profondément marqué par la révolution industrielle.

L'image un peu déformée que l'on a aujourd'hui de cet univers, en effet on peut dire que notre conception du monde ouvrier est le résultat de l'histoire du mouvement ouvrier (lutte sociale et politique) qui progressivement ont proposé une vision unitaire de la condition ouvrière. Cette vision ne s'impose que très tardivement, pas avant 1920 et surtout sous l'influence du parti communiste qui va construire l'image moderne de l'ouvrier. L'histoire sociale montre une beaucoup plus grande diversité des conditions ouvrières.

L'importance du monde ouvrier dans la pensée politique. La figure de l'ouvrier reste un repère important pour comprendre certaines bases de notre législation sociale et de notre législation du travail. Le monde ouvrier aujourd'hui a singulièrement diminué puisque 1 sur 4 travaillant dans l'industrie en 1880 et 1 sur 6 aujourd'hui.

Les ouvriers dans la société française qui est devenu un classique, population, immigration et identité en France.

La diversité sociale des mondes ouvriers.

Des les années 1830 la question sociale va s'imposer notamment en France au centre des préoccupations politiques. A cette époque plusieurs enquêtes vont révéler aux élites la misère d'une partie du monde ouvrier. La partie qui est confrontée directement aux nouvelles formes d'organisation et de concentration de la production. Les élites vont commencer à éprouver une sorte d'inquiétude sociale à l'égard de cette misère d'un genre nouveau qui semble le résultat même de l'industrialisation. Les écrivains romantiques (Victor Hugo) vont se faire le relais des premières études. Ils vont dénoncer l'exploitation qui accompagne le travail manuel des qualifiés. Cela étant l'historiographie récente a remis en cause la vision parfois pessimiste ou unilatérale qu'on pu donner les premières enquêtes du statut ouvrier au début du 19^{ème} siècle. En effet ces enquêtes ont été conduites par des médecins ou par les premiers militants socialistes et elles ont conduites à étendre à l'ensemble du monde ouvrier des phénomènes qui n'en ont touchés qu'une partie seulement. On peut dire que deux grandes évolutions vont se dérouler simultanément. La première conduit au renforcement d'une forme de misère ouvrière. La seconde direction est au contraire celle d'une résistance des traditions de métier qualifié qui vont chercher jusqu'au 20^{ème} siècle à échapper à la déqualification et à la loi impitoyable des usines.

A) Les effets de la croissance urbaine et la diversification des ouvriers des villes.

La France n'est pas le premier à connaître une urbanisation accélérée. En effet alors que dès 1850 plus de la moitié de la population anglaise réside en ville ce n'est que le cas de 26 % de

la population française. En 1880 les chiffres sont de 63 % et de 36 %, en 1910 70 et 44%. Ces chiffres soulignent le caractère bien spécifique de l'industrialisation en France et notamment de la poursuite durable d'une organisation inspiré de la proto industrialisation déjà évoqué. La France voit néanmoins le développement de quelques grands pôles de croissance urbaine qui fascine les observateurs de l'époque et qui vont surtout cumulé les effets les plus négatifs de la révolution industriel.

Quelques villes vont symboliser en France l'essor rapide et souvent mal contrôlé des nouvelles formes d'industrialisation. Ainsi Mulhouse et sa région double sa population de 1800 à 1827 pour l'essentiel du fait de l'émigration de famille pauvre venu d'Allemagne et de Suisse. Saint Etienne l'a multiplié par 6 de 1800 à 1860 tandis que Lyon double sa population entre 1850 et 1880 pour atteindre avec Marseille les 300 000 habitants. Cette expansion urbaine n'est pas sans poser de nombreux problèmes. L'habitat devient une préoccupation centrale et dès les années 1830 les conditions d'hébergement sommaire sont le quotidien de dizaine de milliers de familles. La crise du logement ouvrier dans les villes va perdurer et s'accroître encore dans les années 1850. Les observateurs et notamment Victor HUGO dénoncent les caves, les greniers, les dortoirs souvent très vétuste où s'entasse dans une seule pièce les familles. A Mulhouse où à Lille beaucoup de famille dorment sans mobilier à même la paille, sans couverture, sans chauffage et en se nourrissant presque exclusivement de pain et de soupe. Ces conditions d'hébergement entraînent une forte surmortalité par l'absence de nourriture et d'hygiène ainsi à Lille en 1855 dans les quartiers les plus industriels 70 % des personnes meurent avant 40 ans.

La précarité de ces populations entraîne d'autres conséquences, la solitude, la marginalité sociale, la fragilité des ménages et des couples, l'alcoolisme qui va s'imposer comme l'un des grandes plaies du siècle.

Dans les termes de l'époque c'est la notion de misère morale qui va servir à caractériser les populations qui s'entassent dans les quartiers ouvriers. Ces populations constituent les nouveaux urbains du prolétariat naissant.

Enquête en 1840, Louis-René Villermé « tableau de l'état physique et moral employé dans les manufactures de coton de laine et de soie. »

Contraste entre les haillons de population de famille immigrés de suisse, d'Allemagne et qui travaillent dans les premières usines et le monde ouvrier local qui étale le luxe de ses habits du dimanche.

Le cas de Paris et ses contrastes, Paris confirme de manière exponentielle les tendances repérables dans les autres régions industrielles. La croissance, 500 000 en 1800 1 million en 1850, 2 millions en 1880 et enfin 3 millions en 1900. A elle seule la ville de Paris absorbe l'équivalent de l'accroissement démographique français durant tout le 19^{ème} siècle. On ne s'étonne donc pas que le contraste entre les divers mondes ouvriers mais également les problèmes de logement valent tout particulièrement pour la capitale.

Paris est significatif dans la ségrégation sociale et spatiale s'accroît dans les principales villes de France. Ce phénomène s'accroît entre 1830 et 1870, jusqu'en 1830 les populations les plus diverses cohabitaient dans les mêmes rues et la répartition s'effectuait en hauteur dans les habitations. A compter du second empire 1850 au contraire la spécificité de certains quartiers et notamment les quartiers ouvriers va se renforcer. Ainsi les banlieues du nord et du sud de Paris vont accueillir le flot de main d'œuvre des premières grandes usines mécaniques tandis que les artisans du centre de Paris vont être progressivement rejetés vers les communes de la périphérie. Vers 1860, le préfet de la Seine Haussmann va conduire d'énormes travaux qui vont donner à Paris une nouvelle image.

25 000 maisons sont détruites au centre de Paris. Il ouvre des rues, 70 000 bâtis, une centaine de Km de rues modernes sont ouvertes (large, longue, rectiligne).

Au total, Paris se présente comme une ville composée d'un centre abritant le luxe, la richesse et ces industries

Cette ville se trouve entouré d'une ceinture ouvrière.

La commune de Paris en 1870 sera parfois interprétée comme une conquête de la ville par la ville (parisien de l'extérieur).

Cela étant tous les ouvriers parisiens ne sont pas des prolétaires, en effet malgré la croissance urbaine Paris est le symbole par excellence de la structure particulière de l'appareil de production français, c'est-à-dire de la prédominance durable dans les villes de petits ateliers appuyé sur des métiers qualifiés. Ainsi pour 100 000 employeurs recenser en 1860, 7500 seulement emploi plus de 10 salarié. On a pu dire que Paris à l'époque était le plus vaste atelier du monde.

On notera que beaucoup de ses patrons alternent les périodes de salariat et les périodes où ils travaillent en indépendance.

A Paris comme ailleurs coexiste dans les villes un monde ouvrier déqualifié, misérable, mal logé, déconsidéré, un monde ouvrier de métier qualifié et d'artisans.

B) Les implantations non-urbaines et l'entrée partielle dans le monde ouvrier.

Très vite on peut dire que l'une des caractéristiques les plus durables va être le caractère très minoritaire du prolétariat. Ainsi en 1866, il y a environ 2,8 million d'ouvriers dans l'industrie en France pour 1,3 million de patrons soit 1 patron pour 2 ouvriers. Ce chiffre est significatif d'un pays où les grandes concentrations ne vont se développer que tardivement et où le réseau des petits ateliers va jouer longtemps un grand rôle. Cette caractéristique explique en partie la manière dont l'industrie française va largement s'implanter dans les régions rurales et même dans les campagnes. Il s'agit là d'une stratégie délibérée des notables français soucieux d'éviter dans un pays politiquement instable une évolution à l'anglaise c'est-à-dire le déracinement rural et la concentration urbaine des travailleurs.

Ainsi en France en 1880 à peine 11 % des français vivent dans un autre département que celui dans lequel ils sont nés. Ils sont tout juste 25 % en 1931. En d'autres termes la France va s'industrialiser sans connaître un déplacement massif des campagnes vers les villes.

Deux stratégies vont être développées en France au 19^{ème} siècle :

-Les usines dans les champs : Les premières grandes unités textiles puis sidérurgiques tel que le Creusot en Bourgogne près de la main d'œuvre rurale, laquelle n'y travaille qu'une partie de l'année et conserve une activité agricole. La main d'œuvre est donc ouvrière à mi-temps. Il concerne également les mines. Il conduit au développement d'une forme d'usine assez étrange tel que les usines couvantes qui apparaissent dans la région lyonnaise notamment sous le second empire où de jeunes paysannes vivent en internat et épargnent leur gain pour se constituer une dote avant de retourner au travail de la terre. Elles étaient encadrées par des religieuses. Ce système d'utilisation d'une main d'œuvre qui n'est que temporairement ouvrière ne sera remis en cause qu'au début du 20^{ème} siècle lorsque les entrepreneurs chercheront à lutter contre l'absentéisme ou contre le manque de bras qui désorganise la production. Ce n'est qu'à partir de cette date que l'on va chercher à stabiliser notamment dans les mines, dans la sidérurgie, dans le textile avec un noyau dur constitué de nombreux étrangers. Cette stratégie d'implantation à la campagne va se développer jusqu'à la guerre mondiale et les usines couvantes ne commenceront à fermer que dans les années 1930 pour disparaître dans les années 1950.

Le maintien de la mobilité et de la pluri-activité, de manière plus large la mobilité va longtemps rester la norme dans le monde ouvrier français. Dans les métiers qualifiés jusqu'en 1900 60% des ouvriers connaissent de 3 à 5 patrons différents par an. Cette mobilité est motivée par les conflits des employeurs, par l'espoir d'un meilleur salaire mais surtout par le goût du changement. Cette liberté du mouvement des ouvriers va caractériser la France et elle

ne commencera à s'éteindre qu'avec les premières grandes unités industrielles. Cette mobilité participe d'une résistance muette, passive des populations françaises à l'industrialisation. Les français vont refuser autant que possible les métiers industriels où n'y rentrer qu'à reculons de manière très progressive. Ainsi pendant longtemps les populations françaises vont s'efforcer d'éviter la dépendance totale à l'usine. Ils vont s'attacher à la pluri activité en conservant une activité agricole. A la fin du 19^{ème} siècle même dans les mines, on estime que près de 40 % des revenus des familles de mineurs provenaient de ressources auto produites en particulier des fruits et légumes.

La persistance de la proto industrialisation va également permettre de soutenir le désir de pluri activité. En effet au delà des grandes unités implantées en campagne on va longtemps continuer de soustraire en France l'essentiel de la production à des ouvrier ruraux.

A Mulhouse 85 % du tissage s'effectue à la campagne et seul la filature s'effectue en ville. De même à Lyon en 1860, 300 000 personnes travaillent la soie et ceci jusqu'à 200 Km aux environs de la ville.

C'est surtout la qualification qui va constituer une grande fracture dans le monde ouvrier.

C) Ouvriers de métiers et prolétariat.

On peut dire que l'on comprend mieux ses phénomènes si on les aborde sous l'aspect du rapport au métier et de la grande fracture que marque le développement des professions de manœuvres et d'ouvrier sans qualification véritable. On peut dire en effet que tout autant des conditions de vie c'est l'absence de qualification qui caractérise le véritable prolétariat.

1) La Misère prolétaire.

L'une des grandes fractures qui traverse le monde ouvrier correspond au développement des professions de manœuvres ou d'ouvrier sans qualification.

La misère prolétaire :

Le prolétariat proprement dit va rester longtemps minoritaire en France, c'est avant tout de part la dureté de ces conditions d'existence plus que par son nombre qui frappe l'imagination des observateur et qui va se trouver au centre des réflexions des premiers défenseur de la classe ouvrière. On peut considérer que les conditions de logement font du prolétariat une sorte de partie sacrifiée de la condition ouvrière au progrès économique. En moyenne ils travaillent 12 à 15 heures par jour sans repos dominical qui subissent de nombreuses maladies professionnel, qui subissent de nombreux accident de travail. Finalement toute une vie sans même 10 ou 15 jours de repos.

Dans l'industrie s'opposent deux mondes, ceux qui possèdent une qualification et qui refuse la mécanisation et l'abrutissement de la séparation des taches et ceux qui n'ont d'autres choix que d'accepter la vie comme un animal. Ce ne sont seulement des hommes, ce sont aussi des femmes. Les femmes représentent un tiers de la population active au 19^{ème} siècle. Elles représentent un tiers de l'emploi dans l'industrie, plus l'emploi est mécanisé plus les femmes sont présentes. Ainsi à Mulhouse vers 1840 on compte 100 femmes pour 600 hommes dans un grand établissement d'impression sur étoffe alors que les proportions sont inverses à la filature. En d'autres termes les hommes conservent la tradition des ouvriers de métier et il demeure réticent face aux travaux répétitif et déqualifier. La même constatation vaut pour les enfants lesquels sont employés des 5 à 6 ans pour l'impression sur tissu où en général il serve l'ouvrier adulte et 8 à 9 ans dans la filature. Dans le textile alsacien les enfants représentent 20 % de la main d'œuvre et près de 40 % en Grande Bretagne.

Le monde prolétaire est également caractérisé par la présence de travailleur étranger, on en compte 10 % des ouvriers à la fin du 19^{ème} siècle (belge, polonais, allemand).L'une des spécificité souligné du monde ouvrier va être le refus du travail industriel déqualifié.

L'ouvrier français va chercher à rester maître de son savoir faire sur lequel repose sa liberté et sa fierté et il va s'efforcer de ne pas devenir le manœuvre anonyme et sans qualification. Ce refus est partagé par l'ensemble des travailleurs de métiers qui peuvent sembler des privilégiés. L'épanouissement du compagnonnage sur laquelle vont se développer les premières revendications ouvrières. Il reste très présent tout au long du 19^{ème} siècle. On considère que c'est sous le second empire que vont s'épanouir les métiers du tour de France. Cet essor correspond aux nombreux travaux urbains qui sont entrepris. Cela n'empêche pas la montée progressive d'un certain malaise, en effet pour beaucoup des métiers qualifiés le sentiment s'impose de la disparition d'un monde traditionnel. Pour ces ouvriers la machine signifie l'essor de tâche interchangeable. Ces machines dévalorisent la valeur du travail par rapport aux lois du marché lointain et inaccessible. On ne paye plus le travail à sa vraie valeur. En un mot l'égoïsme progresse diront les compagnons. Ces réactions des métiers qualifiés donnent naissance à la première prise de conscience des ouvriers notamment avec le refus des machines. (Père Didier)

Cette identité collective est clairement limitée aux gens de métier et exclu les simples gens de bras.

La qualification comme identité collective. Seul les gens de métiers peuvent revendiquer au 19^{ème} siècle la capacité d'exercer librement leur activité au terme d'un long apprentissage. Cet apprentissage ne sépare pas l'effort physique de l'intelligence ni la qualité d'exécution de pouvoir de création. En effet le talent manuel va continuer au 19^{ème} siècle de se déployer très souvent comme un art en particulier dans les demeures bourgeoises et dans les monuments religieux. Cet art qui fonde la fierté des métiers du bois, du cuivre, du verre que symbolise le chef d'œuvre réalisé au terme du tour de France. Ces compétences techniques, indiscutables. L'accent est mis sur le tour de main du savoir faire qui se transmet d'homme à homme. Ce savoir faire se transmet d'abord par le regard et la fréquentation. Ce système est si profondément ancré dans les milieux ouvriers qu'il va même s'implanter dans l'industrie ou pendant longtemps domine le salaire à la tâche et le travail par équipe. Ainsi dans les mines, le piqueur de charbon est un ouvrier très qualifié, c'est celui qui dirige la percé et qui s'appuie sur 12 ou 15 catégorie de travailleurs. Ce maître mineur, c'est lui-même qui recrute son équipe. Tout ceci est encore différent des simples manœuvres.

L'orgueil du métier.

Un certain nombre de caractéristique permettent de mesurer l'attachement des ouvriers qualifié au métier à la qualification qui lui correspond. Le rapport à l'outil qui apparaît souvent comme le symbole de l'indépendance que procure un savoir faire. En effet la lime, les outils, les équerres, le pointeau, sont des symboles. Les ouvriers de Renault ont fait grève des lors qu'il n'avais plus le droit d'apporter leur propre outils.

Pendant longtemps les professions qualifié portent leur propre uniformes, l'habit est la revendication d'un fierté et d'une identité. Elle repose sur le triptyque, l'effort, le savoir faire, le travail bien fait.

Cet orgueil des métiers va conduire a ce que ces ouvriers s'organisent des les années 1820 pour mettre en place par professions des structure solidarité collective. Les premières associations, mutuelle, vont être inventées sur cette base. Elles consistent à mettre en place des assurances contre la maladie ou le décès en échange d'une cotisation minime mais régulière. Ainsi toutes les sortes de métiers, en dépit des interdictions vont développer ces formes de solidarité jusque sous le second empire où elles seront légalisées. Il s'agit du début des mouvements mutualistes, socialiste, coopératifs.

Forte hérédité et homogamie (se marier dans la même profession), le mariage dans les métiers qualifié permet de se soutenir dans la famille, il permet aussi de se faire aider de sa femme.

Solidarité familiale pour éviter la concurrence.

La qualification professionnelle différencie gens de métier et simple gens de bras mais elle va également et pendant longtemps l'apparition d'une vision unitaire du monde ouvrier.

D) Le syndicalisme.

Les ouvriers qualifiés se sont retrouvés à la pointe de la revendication sociale, en effet au regard de la population ces ouvriers sont plus instruits.

Il faut savoir écrire, compter, dessiner, pour être un ouvrier qualifié. Cette nécessité explique que les ouvriers qualifiés tiennent une place très importante dans les grands mouvements sociaux. Si l'identité est à la base de la capacité de revendication de ces métiers la médaille a son revers car ses revendications dépassent rarement la frontière des professions. La fragmentation professionnelle continue de caractériser le monde ouvrier du 19^{ème} siècle à la suite des traditions de lutte et d'affrontement entre corps de métier voir au sein des mêmes corps de métier.

La légalisation des grèves en 1865, ce n'est que très progressivement que de véritables mouvements unifiés vont voir le jour. Chacun se bat pour soi et cette logique profite au métier qualifié. Dans 3 cas sur 4 leur mouvement, cessation du travail ou grève, alors que 40 % à peine des mouvements de manœuvre ou journalier aboutissent.

Au demeurant jusqu'en 1914, les syndicats eux même apporteront une importance particulière à la lutte contre la marchandisation du travail, à la proportionnalité entre le salaire payé et la qualité du travail fourni.

Dans les métiers qualifiés la grève va de plus en plus s'appuyer sur les organisations syndicales. Les syndicats vont se développer spontanément dans la suite des premières associations de secours mutuels. Les syndicats sont légalisés en 1884. Ne sont autorisés à se regrouper que les personnes exerçant la même profession ou des métiers connexes. Les républicains veulent éviter une radicalisation politique. Les traditions de métiers vont s'accommoder cette division entre type de métier différent.

Le monde ouvrier ne va commencer à s'unir qu'au début du 20^{ème} siècle avec l'apparition d'une identité ouvrière plus politisée et dont le symbole est le grand mouvement national du 1^{er} mai 1906 autour de la journée de 8 heures et du repos hebdomadaire. Pour la première fois ce sera dessiner une sorte de front de classe dans le paysage français.

Au final la situation de ces métiers qualifiés est très spécifique et peut être ont-ils constitué une sorte d'aristocratie ouvrière, la distance entre ce monde des ouvriers qualifiés ou artisans est aussi loin de celui des prolétaires que de celui des élites instruites. Le phénomène s'accroîtra au début du 20^{ème} siècle des lors que le manœuvre ou l'ouvrier déqualifié va devenir très majoritairement un travailleur d'origine étrangère.

2) L'apport de l'immigration.

En France, l'histoire de l'immigration est indissociable de l'histoire du monde ouvrier est plus largement de la gestion des conséquences de la révolution industrielle.

A) Une nécessité démographique.

Il convient de rappeler la place essentielle de l'immigration dans le renouvellement de la population française, Au début du 18^{ème} la France est le pays le plus peuplé d'Europe avec 20 millions d'habitants, au 19^{ème} siècle elle se situe au cinquième rang avec un peu plus de 40 millions d'habitants. Au sein de l'Europe la France est le pays qui connaît le fort ralentissement démographique. C'est une situation qui contraste avec les pays voisins (Angleterre, Italie, Allemagne) qui vont être des pays d'immigration. La France est un des seuls pays d'accueil et non de départ.

Le malthusianisme : La cause du ralentissement est aujourd'hui bien connue, elle concerne le comportement individuel des Français, leurs décisions, reconduite de génération en génération tout au long du 19^{ème} siècle de limiter le nombre de leurs descendants.

Il s'agit d'un comportement que l'on qualifie de malthusien du nom du pasteur et économiste anglais Malthus (1766 – 1834). En 1798, il publie un ouvrage intitulé « essai sur le principe de population », dans cet ouvrage Malthus soutient une idée à savoir que pour sauvegarder, développer le bien-être il convient d'en limiter le nombre des bénéficiaires.

Pour Malthus les pauvres doivent rester célibataires jusqu'à ce qu'il soit capable d'avoir une famille. On associe la volonté de réduire les naissances à son nom. On peut retenir deux caractéristiques :

Un Malthusianisme d'un niveau très élevé en effet entre 1790 et 1814 le taux de fécondité va baisser de 50 %. Il a un encadrement rural, en France la nature de la population favorise le maintien au moins partiel de la population dans le secteur agricole. Hors de la révolution vont se répandre dans les campagnes françaises ce que les gens d'églises appellent les funestes secrets. La France a une longue pratique contraceptive et de l'avortement. Ces pratiques vont prospérer essentiellement pour des raisons sociales économiques et principalement dans l'objectif d'éviter le partage des exploitations au moment de l'héritage.

Une constatation émerge, sans l'immigration la population aurait régressé jusqu'en 1945 et 1975. Par comparaison sur la même période, 60 millions d'Européens quitteront l'Europe, au 2/3 vers les Etats-Unis et pour 40 % en provenance du Royaume-Uni puis de l'Italie...

L'apport global de l'immigration, on enregistre par la nationalité des individus, il n'existe pas de contrôle aux frontières. Ce n'est qu'à partir de 1914 que vont s'inventer les documents nécessaires à l'entrée dans un territoire, ainsi le passeport devient une preuve de nationalité et cesse d'être un simple moyen de contrôle de population à l'intérieur du pays. Au départ le passeport sert à regarder les déplacements des ouvriers. On a peur que ses ouvriers convergent vers les grandes villes. La notion de nationalité n'a pas une grande importance.

On peut estimer qu'entre 1850 et 1881 le nombre d'étrangers double passant de 500 000 à 1 million. Les étrangers représentent près de 3 % de la population totale jusqu'en 1918.

Dans l'entre-deux-guerres deux millions d'étrangers nouveaux vont se fixer en France, elle est le premier pays au monde en terme de taux d'accroissement de sa population française. 7 % de la population totale puis 11 % en 1940. La reprise de la natalité ne résout pas les besoins de mains d'œuvre et l'immigration va reprendre dès les années 1947-1950 pour s'intensifier jusqu'en 1975. A cet acte la population étrangère retrouve son taux de 10 %, malgré le baby boom l'immigration fournit 40 % de l'accroissement de la population française de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle.

Au total on estime que jusque dans les années 1980, on estime que les apports de l'immigration ont été de 10,2 millions de personnes, 20 % des personnes nées en France ont au moins un parent qui a immigré au cours des 100 dernières années. Si on ajoute les arrière-grands-parents et les personnes naturalisées ce sont un tiers des Français qui sont concernés par l'immigration du 19^{ème} et début du 20^{ème}.

A nouveau on peut retenir que la France a connu un apport plus important que les Etats-Unis car moins brusque et plus durable sur une longue période.

B) Les besoins de la seconde révolution industrielle.

Si l'immigration est spontanée en France au 19^{ème}, elle devient au contraire au 20^{ème} impulsée de manière croissante par l'état. Il s'agit d'une immigration justifiée par les déséquilibres du marché du travail. Ces déséquilibres sont dus à deux phénomènes d'un côté la résistance des métiers ouvriers de l'autre les besoins relevant de la seconde révolution industrielle.

Le décollage économique, 1900-1930 : La première caractéristique concerne le changement des secteurs d'activité économiquement dominants, en effet alors que le textile a soutenu l'expansion économique du 19^{ème} siècle. Ce sont le charbon et l'acier qui deviennent les principaux supports de la croissance. La seconde caractéristique est l'importance du taux de croissance en France, entre 1900 et 1930 la France connaît un décollage économique au point qu'elle soit en tête de tous les grands pays pour la progression industrielle. La France est le premier producteur d'acier et deuxième en aluminium.

Ces changements vont bouleverser les caractéristiques industrielles du pays, les grandes entreprises. Ces grandes entreprises se livrent à une concurrence croissante pour l'embauche des ouvriers, ainsi par exemple après la première guerre mondiale, Renault organisera des filières de recrutement pour ses sites parisiens. Ces concurrences pour la main d'œuvre va s'ajouter à d'autres phénomènes comme le déplacement des populations qui ont lieu pendant la première guerre mondiale. Les populations ouvrières vont devenir plus mobiles et renforcer la main d'œuvre dans ses régions.

Deux solutions vont être développées :

La première solution est la rationalisation du travail laquelle articule une segmentation des opérations plus stricte et surtout la remise en cause de l'autonomie des contremaîtres et donc des métiers qualifiés. Ce système correspond à l'organisation scientifique du travail inventé au début du 20^{ème} siècle inventé par Taylor. Taylor a eu l'idée qui consiste à dire que pour améliorer la rentabilité il convient de chronométrer les tâches.

L'autre solution va être l'immigration massive, entre 1920 et 1935 un million d'hommes remplace aux trois quarts les pertes de la première guerre mondiale. Dans les mines on passe de 6,5 % de travail étranger à 42 % en 1931. Dans la métallurgie, on passe de 19 à 40 %. En d'autres termes cette immigration massive va transformer le visage du monde ouvrier français.

C) L'immigré comme prolétaire : Segmentation et évolution du marché du travail.

L'historien Ariès a résumé ainsi le phénomène dont s'accompagne l'accentuation de l'immigration au début du 20^{ème} siècle. En France après 1918 l'étranger a acquis le quasi-monopole des travaux pénibles que le natif a abandonnés. En d'autres termes, après la première guerre mondiale, quelque soit le secteur plus le travail est pénible plus les étrangers sont nombreux, ainsi dans les mines de fer ils constituent la quasi-totalité des effectifs du fond. Dans le charbon ils sont 17 % à travailler au jour, contre 40 % au fond.

On constate leur cantonnement aux métiers les moins qualifiés, la proportion d'étranger dans les métiers déqualifiés va en augmentant.

La population immigrée occupe dans tous les secteurs le bas de l'échelle et sa situation professionnelle c'est dégradé tout au long du 20^{ème} siècle.

La nationalisation du marché du travail. Si au 19^{ème} siècle la nationalité n'est pas un critère déterminant la situation change radicalement dans les dernières décennies du 19^{ème} et début du 20^{ème}. On peut remarquer qu'avec la troisième république les principales lois sur le travail vont devenir des lois subordonnées à la condition de nationalité. Ainsi alors qu'en 1851 la loi sur l'aide aux indigents oblige les hôpitaux à accueillir pauvres et malades quelque soient leurs origines, les lois de la fin du siècle au contraire vont réserver leurs bénéfices aux nationaux. C'est le cas par exemple de la loi sur les syndicats, ainsi dans les mines de fer les travailleurs étrangers sont l'essentiel majoritaire, ils n'ont pas le droit de voter aux élections professionnelles. L'exclusion est la même pour la loi sur les accidents du travail, de même la loi sur les vieillards indigents. Il est significatif que l'école est rendue obligatoire pour les enfants étrangers en 1936. On peut parler d'une sorte d'exclusion légale et progressive des travailleurs étrangers par l'état.

A ce premier phénomène s'ajoute la fermeture d'un certain nombre d'activités aux étrangers, les médecins, avocats vont manifester pour obtenir la non reconnaissance des diplômes étrangers en France.

Les emplois municipaux, des chemins de fer, les secteurs du bâtiment sont interdits aux étrangers afin de protéger le marché du travail des nationaux. Le travailleur étranger se voit attribuer une place bien précise dans la structure des emplois en France. Ils sont recrutés par des agents qui vont dans les pays d'immigration, ils sont ensuite surveillés étroitement par l'administration et ne pas choisir le type d'emploi dans lequel ils voulaient exercer.

Il apparaît alors que les libertés élémentaires de l'individu n'étaient guère respectées dans le pays des droits de l'homme.

Au total, une véritable et profonde nationalisation du marché du travail français est réalisée à la fin 19^{ème} au début des années 1930. Les historiens considèrent que la France a été pionnière et a été la première à mettre en place un système moderne d'immigration.

Le système de l'immigration moderne et ces évolutions.

Les phénomènes migratoires sont particulièrement complexes à interpréter car ils reposent suivant les périodes sur des logiques différentes. On peut retenir pour le 20^{ème} siècle deux grandes lectures principales, la première lecture insiste sur le fait qu'au 20^{ème} siècle l'immigration en Europe et en France est organisée par l'Etat et il constitue à ce titre un élément d'un système cohérent. Ce système a une logique économique et politique. Du point de vue économique il repose sur le recrutement sélectif d'une main d'œuvre destinée à alimenter les métiers et les branches délaissés par les nationaux.

Du point de vue politique ce système favorise le maintien du consensus politique au moins dans les périodes de prospérité puisqu'il évite d'accentuer les exigences sur la main d'œuvre nationale, en effet celle-ci peut bénéficier de l'extension des droits économiques et sociaux, de la liberté d'expression et de syndicalisation et plus largement de la mise en place d'un état démocratique. Les travailleurs nationaux profitent d'une mobilité sociale renforcée dans la mesure où ils abandonnent les métiers les moins qualifiés et les moins rémunérés. Ainsi au début du 20^{ème} siècle les grandes surfaces, les emplois commerciaux offrent des emplois toujours plus nombreux qui permettent de sortir des couches ouvrières. De même les emplois de fonctionnaire de l'état dont le nombre double de 1880 à 1936 permettent aussi d'atteindre un meilleur salaire pour ceux qui quittent la paysannerie ou les couches ouvrières. Enfin même dans les catégories ouvrières des statuts même réservés aux nationaux permettent un bien-être supérieur comme les chemins de fer qui ont un statut protégé à partir de 1920. Cela a été un élément déterminant de l'élévation du niveau de vie des ouvriers français au moins jusqu'en 1960. On notera cependant que les ouvriers étrangers ont eu les mêmes évolutions pour les natifs pour les générations suivantes. La durée du séjour en France à milieu social égale est équivalente chez les enfants étrangers et natifs. Ainsi en 1990, 54 % des enfants étrangers sont ouvriers ou cadres alors que...

Une seconde lecture de l'immigration va pour la période qui suit la seconde guerre mondiale. Les politiques d'immigration sont devenues plus ambiguës voire plus hypocrites en Europe. D'un côté le discours politique affirme vouloir maîtriser le nombre de travailleurs étrangers, de l'autre les besoins de mains d'œuvre dans les secteurs peu qualifiés sont comblés par... L'Europe devrait accueillir environ 50 millions de travailleurs étrangers. Le regroupement familial est la conséquence ou la prise en compte du système d'immigration de travailleurs précédents.

L'asile politique peut aussi profiter du regroupement familial. L'immigration clandestine ou on régularise une partie de ces travailleurs.

Chapitre 3 : Les femmes sous tutelles vers l'émancipation, éléments d'histoire de la construction sociale des rôles de sexe.

1) Les femmes exclues de la politique

a) Les droits civils des femmes, des ambiguïtés de la Révolution française au code Civil. Pendant longtemps l'histoire des femmes est demeuré un angle mort de l'historiographie scientifique. Deux raisons permettent de comprendre cela, raison éducative et politique de la discipline en France. Pendant longtemps l'histoire a pour mission d'écrire, l'histoire de la nation et de la république et elle s'intéresse donc aux grands événements politique et officiel. Les femmes qui ne possèdent ni le droit de vote, ni l'accès à de nombreuses professions demeure invisible. Cette ignorance est peut être en partie volontaire dans la mesure où elle a permis de confirmer, de légitimer les exclusions dont les femmes étaient l'objet. La seconde raison relève des mentalités et des rapports entre les sexes. L'histoire était écrite par des hommes, ceux-ci reproduisent souvent les préjugés de leur époque. Pour ces historiens le cantonnement des femmes dans les missions du foyer et de la famille relève d'une forme d'évidence. Aussi deux évolutions intellectuelles ont été nécessaires pour que l'on puisse poser la question de l'histoire des femmes. Domination d'un sexe sur l'autre. Cette prise en compte du pouvoir entre les sexes va s'appuyer sur les travaux de Michel FOUCAULT. Etudier les relations entre les sexes en dissociant ce qui dans l'identité des individus relève d'un côté de la nature, la biologie et ce qui relève des mentalités, de la culture, des masculins et féminins.

Une notion importée des Etats-Unis pour désigner ce second aspect, notion de genre (genders). Le sexe est issu des particularités anatomiques, le genre désigne la façon dans la culture et la société construisent la différence entre les sexes et leur attribut à l'un et à l'autre des rôles et qualités hiérarchisés.

Elle a permis de s'intéresser à l'homosexualité ... c'est une catégorie récente.

Ces évolutions ont conduit à revisiter de vastes aspects de l'histoire récente et aujourd'hui on peut dire que l'on comprend mieux les contours de la féminité mais aussi de la masculinité. Plutôt que l'histoire d'un sexe contre l'autre c'est la manière dont les deux sexes se sont réciproquement définis jusqu'à nous qui mérite une attention.

1) Les femmes exclues de la politique

A) Les droits civils des femmes

La révolution est révélatrice d'un contraste qui a fait beaucoup étudier. En effet elle reconnaît les femmes comme pleinement citoyennes sur le plan des droits civils. La constitution de 1791 assimile le mariage à un contrat où homme et femme sont considérés comme égaux du point de vue juridique. Il s'agit d'un avancé considérable au moins sur le plan des principes puisque quoi qu'on en pense l'universalité de la citoyenneté ne connaît pas de différence entre les sexes. La révolution va plus loin, ainsi le 20 septembre 1792, au moment où elle abolit la royauté et où elle instaure la république, l'assemblée vote deux lois :

-La première loi laïcise l'état civil qui échappe ainsi à la responsabilité civile et qui devient désormais de la responsabilité exclusive de l'état. Plus qu'un symbole on peut dire qu'il s'agit du premier pas vers une laïcisation de la condition individuelle qui ne sera plus jamais remis en cause et qui ouvre la voie à une laïcisation plus large des questions familiales.

-La seconde loi va dans le même sens puisqu'elle va transformer le mariage en un contrat dissoluble et instituer un régime de divorce très libéral. En effet la loi prévoit trois cas, le divorce par consentement mutuel au bout de 3 mois, le divorce pour incompatibilité d'humeur au bout de 7 mois à condition que l'on fasse l'effort de faire des assemblées de famille et enfin le divorce pour causes rares, la démence, abandon du foyer. Ce divorce n'est pas prononcé dans un tribunal mais devant une association de famille devant un officier. Ce divorce n'est pas coûteux et renforce l'égalité entre les individus.

Ainsi dès la première année on compte un divorce pour quatre mariages à Lyon. On a pu montrer également que dans plus d'un cas sur deux c'est la femme qui prend l'initiative et souvent pour entériner un abandon du foyer dans le cadre d'une union longue pour l'époque. La révolution marque donc un tournant considérable dans l'histoire des femmes et elle a remodelé en profondeur leur statut juridique. La femme peut être sa propre maîtresse et capable de s'engager en toute souveraineté. La révolution libère les femmes. Pourtant la citoyenneté des femmes n'en demeure pas moins « une citoyenneté paradoxale », en effet bien qu'étant légale des hommes devant la loi, les femmes se trouvent dès janvier 1789 exclues du droit de vote. Elles ne peuvent pas non plus participer aux assemblées alors même que des femmes de la noblesse, des religieuses étaient présentes dans les états généraux. Bien que certaines voies s'élèvent il n'y a pas véritablement de débat sur les raisons de cette ségrégation. Les historiens hésitent encore sur les explications, certains penchent pour une explication rattachée à la conception politique de la révolution et notamment à la séparation en sphère privée et sphère publique. D'autres historiens pensent qu'il y a une revanche des hommes.

À partir du premier empire et du code civil de 1804, les femmes mariées perdent une partie des droits que leur avait accordés la révolution. Comme le relève Martine SEGALIN, le phénomène du divorce bien qu'urbain va inquiéter les élites en donnant l'impression de se diffuser dans la société. Dès 1796 le régime très libéral de la révolution est transformé, on rallonge les délais et on supprime les assemblées de familles pour interdire le divorce au plus pauvre. En 1804 le code civil limite à trois causes le divorce :

- L'adultère
- Les sévices ou injure grave
- Le consentement mutuel

Dès 1816 le divorce est totalement aboli jusqu'à ce que la république le rétablisse en 1884. Il ne s'agit alors non plus du divorce libéral et consenti, il s'agit désormais du divorce pour faute qui ne menace pas l'édifice bourgeois du mariage. Il n'y a pas de divorce possible pour la femme et le divorce est en pratique absent de la réalité matrimoniale française pendant tout le 19^{ème} et une grande partie du 20^{ème} siècle. Ce n'est qu'en 1975 que le divorce par consentement mutuel est rétabli. Les époux se doivent fidélité, secours, assistance. On comprend mal l'importance stratégique et symbolique du divorce si l'on n'envisage pas les conséquences juridiques du mariage sur le statut civil des femmes. En effet autant les femmes sont juridiquement libres lorsqu'elles sont célibataires ou veuves autant elles leur sont assujetties dans le cadre du mariage.

Jusqu'au début des années 1970 dans le cadre de la famille, les femmes et les enfants demeurent sous l'emprise de la toute puissance des pères. Cette puissance s'exerce d'abord sur les enfants, ainsi le code civil maintient au 19^{ème} siècle la tradition des lettres de cachet, la possibilité pour un père de demander l'incarcération de son enfant sans justification lorsqu'il a des sujets de mécontentement très graves. Jusqu'en 1896 l'autorisation parentale est requise pour se marier avant 25 ans. Plus largement le mariage rend la femme juridiquement incapable, il lui ôte la capacité juridique, en particulier la capacité de contracter librement. La femme doit obéissance au mari, la femme ne peut pas être tutrice, la femme peut être ramenée de force au domicile conjugal, la femme jusqu'en 1907 ne peut pas disposer librement de son salaire. La femme ne peut pas prétendre au secret de son courrier. Même dans la maison le mari est tout puissant et c'est lui en relation avec sa belle mère qui choisit l'intérieur. Il faudra attendre 1938 pour que l'égalité dans le mariage et pour la femme le droit de disposer librement de tous ses biens, de passer des contrats sans l'autorisation de son mari. En un siècle l'action de l'état a renversé ce modèle patriarcal, le modèle a progressivement cessé d'être l'instrument des pères et des maris pour intervenir dans le sens de la préservation de

l'autonomie et de l'épanouissement des personnes. Ainsi également l'attribution de l'autorité parental aux mères. Aujourd'hui c'est l'inverse. Ces repères soulignent l'importance de les avoir exclu durablement de la fabrication des lois et de la vie publique. C'est sur le terrain de la loi que se construit la subjection des femmes. En ce qui concerne les votes, les femmes ne sont pas les seules exclues.

On ne peut pas comprendre l'exclusion politique de la même manière avant et après l'instauration le 2 mars 1848 du suffrage universel masculin. En effet avant 1848 soit de 1815 à 1848, la philosophie libérale établie en France un système de gouvernement réservé aux propriétaires et aux gens cultivés qui réserve le statut d'électeur et d'éligible aux personnes qui atteignent un certain niveau d'imposition ou encore aux personnes qui possèdent certains diplômes. Pour les libéraux, le vote est un droit formel mais en pratique et du point de vue de l'intérêt du pays il est une fonction qui doit être réservé a ceux qui ont la capacité politique de l'exerce. La fonction d'électeur est liée aux aléas de la fortune. Ainsi François GUILOT « user de vos droits, enrichissez vous ». Dans ce cadre les femmes qui possèdent des biens et qui paye un certain niveau d'imposition peuvent transmettre leur part d'imposition à un homme (fils, frère, etc.), dans ce cadre politique ou sont exclus déjà beaucoup de gens l'exclusion des femmes n'est pas véritablement basé sur le sexe mais sur la fortune et l'éducation. Du côté des républicains le principe du suffrage universel est un absolu qui est rattaché à la notion de souveraineté du peuple. Ces républicains considèrent que tout progrès pacifique est impossible sans une vraie réforme du droit de suffrage. Il faut changer le système sous peine de subir une révolution violente. En somme en 1848 ces deux positions s'affrontent sachant que du côté des républicains les plus à gauche on demeure également méfiant à l'égard du suffrage universel car l'on craint à la fois l'influence de l'église et le manque d'éducation du peuple qui pourrait être manipuler par des démagogue.

La révolution de février 1848 va résoudre par les faits, l'hésitation ou le débat sur l'attribution du suffrage universel. La France est le premier grand pays qui va oser franchir le pas du suffrage universel puisqu'à l'époque seul les Etats-Unis ont élu leur président de cette manière en 1828. La décision de l'assemblée nationale n'en reste pas moins acquise par hasard et d'abord parce qu'il faut légitimer le nouveau pouvoir issu des émeutes de février 1848. Il s'agit de trouver une légitimité a ce gouvernement. Il s'agit d'un saut dans l'inconnu à propos duquel on ne discute pas véritablement de l'opportunité ou non d'ouvrir ce droit aux femmes. A nouveaux quelques protestations s'élèvent et elles s'élèvent principalement car désormais puisque même les plus pauvre des hommes peuvent voter alors la différence de sexe devient le seul critère d'exclusion. Les femmes de lettres diront clairement qu'elle ne revendiquais pas le droit de vote mais dès lors que leur domestique pouvait voter, elle considérait que ce droit aurait du leur être donné.

C) Un siècle de retard

De manière générale en dépit de beaucoup d'études, aucune raison simple ne permet d'expliquer l'accès différentiel suivant les pays au droit civil et au droit politique pour les femmes. Pour se limiter au droit politique, ni les différences religieuses, ni les différences sociaux économiques ne fournissent de critères simples pour différencier les pays du point de vue de leur attitude en la matière. Ainsi on peut différencier trois grands type des pays, d'un cotés les pays nordiques où les femmes vont avoir le droit de vote avant la première guerre mondiale, les pays anglo-saxons où elles y parviennent à l'entre deux guerres. Dans les autres pays ce sera après 1944. Ce critère de précocité demeure assez ambigu. De même d'ailleurs il y a de grands contrastes entre pays du point de vue de l'accès simultané ou différer des hommes et des femmes au droit de vote. Dans certains pays cet accès est simultané, dans d'autres il est légèrement différé et enfin dans d'autres il est important.

Ce n'est qu'un siècle après la proclamation du suffrage universel masculin que l'égalité en matière d'électorat et d'éligibilité est proclamée en France. C'est l'ordonnance du 21 avril 1944 qui fait entrer les femmes dans l'exercice des droits politiques. Quatre grands types de raisons de ce retard :

-La capacité à l'indépendance, cette notion s'inscrit en continuité avec celle de capacité politique tel que la défendait les libéraux. Pour ceux-ci l'électeur doit être suffisamment riche pour être libre de son choix, pour posséder l'indépendance de jugement. Les femmes mariées dans cette perspective ne peuvent pas être considérées comme des êtres suffisamment autonomes et libres. Elles sont objectivement sous l'indépendance de leur mari et il est logique que l'on considère qu'elles ne peuvent pas voter librement. Une seconde perspective s'ajoute à ce constat de dépendance des femmes. Elle concerne l'association de la femme à la sphère familiale, Jusqu'aux années 1950 une partie de la droite non libérale est favorable à un suffrage non pas individuel mais familial. Dans cette vision c'est la famille qui est la base de la société. Aussi le chef de famille pourrait avec un nombre de voix approprier représenter la femme et les enfants. Dans cette vision imprégnée par le catholicisme, les femmes sont par nature destinées à gouverner la famille et les hommes le reste de la société. La femme est supposée être représentée par ses hommes. D'abord leur mari ou sinon par leur père ou par leur frère. Cela étant à partir de 1919 l'église va se déclarer favorable au vote des femmes, une troisième raison sert de justification à l'exclusion politique des femmes. Cette raison concerne les fantasmes et les représentations de la nature féminine qui agitent les hommes de cette époque. En effet on théorise beaucoup sur cette nature féminine, cette inquiétude théorique et notamment médicale prend forme alors que s'affirme dans la société et surtout dans les villes une sorte de libéralisation des mœurs. Les femmes célibataires se multiplient et on les accuse de menacer l'homme marié et le mariage. A l'époque ce sont les demi-mondaines qui sont très présentes chez Maupassant, chez Zola incarnent cette menace. De nombreux médecins disent que la nature des femmes est inscrite dans leur corps. Ce sont des particularités anatomiques qui agissent sur leurs cerveaux. Ainsi l'émotivité, la fragilité, l'inconstance, la non-domination du désir caractérise les femmes. En somme comment de tels êtres pourraient-elles exercer l'acte de vote. Il s'agit d'une perspective profondément machiste au sujet de la nature féminine qui réduit la femme à son corps. « Plus que pour manier le bulletin de vote, les mains des femmes sont faites pour être baisées ». La dernière raison va s'inscrire à la suite des précédentes même si elle était présente auparavant. En effet à partir de 1919 le débat se transforme. D'abord les effets de la guerre ont modifié le rôle des femmes et l'octroi de suffrage s'impose. C'est d'ailleurs le cas en Allemagne en 1919. En France pourtant une préoccupation directement politique va retarder cette adoption à savoir l'influence de l'église. En effet l'église catholique ne cesse de s'opposer officiellement aux institutions de la république qu'à partir de 1890. Même après cette date beaucoup de catholiques restent méfiants par rapport à la laïcité et à la morale républicaine, dans ce cadre les femmes sont considérées comme plus pratiquantes, moins instruites et donc incapables de se soumettre à l'influence du clergé. Le sénat rejette toute loi en faveur des femmes avant 1919. 50 ans plus tard le caractère sexué de notre démocratie perdure, en effet il a fallu modifier la constitution en juillet 1999 puis adopter la loi du 6 juin 2000 pour tenter d'avoir une meilleure parité dans les fonctions électives. La loi oblige désormais à la parité pour les scrutins de liste. Pour la législative ce sont simplement des sanctions financières sur le remboursement des campagnes. Pour l'instant le résultat est resté limité au niveau de l'aspect national, ainsi en 2002 on a compté seulement 6 femmes de plus soit une cinquantaine sur 577 députés. On notera au passage que les femmes restent très minoritaires dans les grandes administrations. En dépit de l'accès au vote l'exclusion des femmes au poste de pouvoir demeure encore aujourd'hui une réalité.

2) Les difficiles évolutions de l'emploi des femmes.

Comme l'écrit Sylvie Schweitzer « contrairement à une opinion commune les trois premiers quart du 20^{ème} siècles n'ont pas été déterminant pour l'évolution de la condition féminine. » Du point de vue de l'accès à l'emploi, l'exclusion des femmes au nom de la différence de sexe va se prolonger presque jusqu'à nous.

a) Les femmes ont toujours travaillé

Contrairement à une impression souvent admise la première guerre mondiale ne constitue pas un changement très déterminant dans l'emploi des femmes. Il y a une augmentation certes notable mais non une révolution. De même dans les années 1970 souvent considéré comme un second moment important dans l'accès des femmes au travail, la progression c'est réveillé relativement régulière, ainsi on compte 6 millions de femme en 1962, la progression a augmenter au rythme d'un million tous les 10 ans. Les chronologies courantes et les explications trop rapides sur l'entrée des femmes dans le marché du travail sont à considérer avec prudence. L'accès des femmes à l'emploi et il se développe tout au long du 10^{ème} siècle. Au demeurant ce n'est pas tant la quantité du travail féminin qui doit retenir l'attention que sa nature et sa qualité. Si la première guerre mondiale n'est pas décisive du point de vue quantitatif elle l'est sur le point de vue qualitatif. Elle donne l'accès au femmes a des métiers qui leur étaient interdit. C'est au plan symbolique que le conflit a des effets sur l'emploi féminin. La même remarque peut valoir en 1960-1970. Ici encore ce n'est pas le nombre de travail qui change que la nature de leurs activités. C'est avant tout l'affaiblissement des anciennes agricultrice qui étaient compter comme inactive qui explique l'augmentation observé. Cette augmentation doit aussi à la généralisation toute récente de l'égalité scolaire qui va produire des effets sur la génération 1968. Cette augmentation reflète aussi l'amélioration des droits dans le monde du travail. En résumé on peut abandonner l'idée d'une nouveauté du travail des femmes avec la première guerre mondiale et considérer que l'émancipation des femmes du point de vue professionnel va véritablement s'affirmer à compter de 1960. Bien que l'égalité de droit s'établisse progressivement de 1920 à 1960 c'est dans cette décennie et notamment par des attitudes symbolique que les femmes sont considéré équivalent professionnellement aux hommes.

b) L'exclusion par les diplômes.

Pas de formation pour les femmes signifie pas de profession et surtout pas de profession de décision ou d'organisation ou d'autorité. On peut dire en effet que si les femmes ont de plus en plus travaillé à l'extérieur de la famille avec l'industrialisation, elles se sont trouvée soigneusement et de manière très délibéré éloigné des formations ouvrant à des postes de prestige ou de décisions. On a le sentiment que l'organisation sociale a pris soin de les écarter à la fois de la parole publique mais également des études et des lieux qui leur est permis de critiquer les mécanismes d'exclusion. En effet la conquête féminine des diplômes réserve quelques surprises dont l'occultation persistante. La première femme à obtenir le BAC, Julie Victoire Daubier en 1861. Elle a alors 40 ans et c'est une militante qui depuis 1848 a essayer de s'inscrire à l'examen, le recteur de Paris a toujours refuser au motif que cette demande est ridicule et que les femmes n'on pas besoin de cela. C'est à Lyon qu'elle parvient à s'inscrire sachant que rien dans la loi interdit aux femmes de passer des examens supérieur. Le ministre déclara « vous voulez ridiculiser mon ministère ». Moins de 10 femmes par an obtiennent leur bac avant 1900. Ce n'est qu'en 1905 que le collège féminin de Paris ouvre une formation pour les filles. En 1912, 1000 bachelières ont été diplômées. Avant qu'en 1924 un décret institualise l'enseignement secondaire pour les filles.

1926 : 18 %

1938 : 38 %

Cet exemple montre que la route vers les diplômes n'est pas sans faire peur au sexe virile. Tous les moyens sont bons pour les décourager, ainsi elles sont interdites d'amphi jusqu'à la fin du second empire et jusqu'en 1880 de la bibliothèque de la Sorbonne. En somme ce sont des militants, des pionnières souvent étrangères qui vont s'engager dans la conquête des diplômes. Marie Curie première femme polonaise a obtenu un doctorat en physique. En 1884 pour la première fois une femme ose s'inscrire à la faculté de droit de Paris et elle y reçoit un accueil glacial de la part des professeurs.

Ce n'est qu'en 1931 qu'une femme va réussir l'agrégation de droit et devenir professeur d'université. On peut retenir la lenteur des progrès dans l'accès au diplôme. On peut parler d'un effet trompe l'œil, ainsi en pharmacie la première femme diplômée l'est en 1896 mais aucune femme ne se représente en 20 ans. De 1870 à 1930 l'université aura donné 53 doctorats en droit, 55 en sciences, 19 en lettres et 522 en médecine. L'étroitesse de l'offre de formation explique la faible occupation féminine de beaucoup de fonctions et notamment de fonctions à responsabilités. On remarque également que l'exclusion professionnelle des femmes s'inscrit dans un ensemble très cohérent de principe et pratique sociale qui vise à les cantonner aux fonctions de la reproduction mais aussi dans des travaux répétitifs et peu qualifiés. On peut considérer que cette exclusion professionnelle relève surtout de la peur masculine de la concurrence des femmes sur le marché du travail.

3) Relation entre le sexe et évolution du désir.

a) Les contradictions du code de l'amour romantique

A suivre les travaux des historiens on peut placer quelques grands repères dans la sexualité et dans le sentiment amoureux.

Le premier repère concerne une première révolution sexuelle qui se déroule dès la fin du 18^{ème} siècle. Cette révolution marque le progrès de la spontanéité et des relations de tendresse entre les sexes. Elle marque également le progrès de l'importance du sentiment amoureux par rapport au contrôle familial et communautaires des unions.

On peut dire que des formes de relations plus individualisées apparaissent, des formes qui vont s'épanouir au début du 19^{ème} dans l'amour romantique.

Cette première évolution ne signifie pas la disparition des formes de contrôle traditionnel sur les unions, la conjugalité, sur le mariage et elle ne signifie pas non plus qu'il n'existait pas de sentiment amoureux auparavant. Cela marque le début de l'affirmation d'une plus grande autonomie des individus dans les rapports amoureux, une autonomie d'autant plus facile que l'on n'est pas héritier ou héritière. Plus il y a du patrimoine, plus il y a un contrôle par sa famille. Le mariage d'amour est le privilège des pauvres. Il s'agit d'une période qui voit l'essor de sentiment et de visions très contradictoires.

Vision très contradictoire de la femme : On peut considérer que l'imaginaire de la féminité au moins jusqu'à l'année 1860 va osciller entre deux extrêmes. Le code de l'amour romantique associe la femme à la pudeur. Il lui impose ainsi une sorte d'angélisme au lit où la femme ne peut que céder devant les assauts. Ainsi si elle s'abandonne elle se doit de mimer la rédemption, ainsi Louise Colet l'amante de Flaubert « reste sur le lit les mains jointes les yeux levés au ciel en prononçant des paroles folles ».

La sexualité des femmes reste perçue comme dangereuse, excessive et la femme respectable ne doit y céder qu'avec de nombreuses réserves. Le culte de la vierge Marie qui s'intensifie considérablement à la fin du 19^{ème} siècle va contribuer à idéaliser cette image de la femme. La notion de pudeur le montre tout particulièrement.

Ce stéréotype de la féminité qui commence au début du 19^{ème} siècle et ne déclinera qu'un siècle et demi plus tard comporte un autre versant où la sexualité féminine fascine et inquiète tout à la fois.

Des la fin du 19^{ème} siècle puis tout au long, la médecine va s'emparer du sujet de la sexualité féminine.

Un médecin considère que les aptitude sexuel féminine sont bien supérieure a celle des hommes et une femme vaut deux hommes et demi.

La nature féminine exige le mariage faut de quoi la femme ne peut sombrer que dans la maladie ou le crime. Elle sombre notamment dans la masturbation, le saphisme ou lesbianisme ou dans la nymphomanie.

La femme est pour ainsi dire un être ultra sexuel doté d'une sexualité débordante mais qui doit savoir se montrer pudique.

C'est un être où se mélange le physique et le moral, les femmes sont dirigées par leur corps, elles ont d'ailleurs leur maladie à elle, l'hystérie et plus généralement la névrose féminine.

A la fin du 19^{ème} siècle on invente la névrose de l'utérus qui veut que cet organe joue un rôle déterminant dans la psychologie des femmes.

Les nombreuses théories sur la fécondité qui se développe à cette époque n'en sont pas moins farfelues mais elle s'accorde à reconnaître le part négligeable du plaisir féminin. Un médecin se dit persuader qu'une femme froide conçoit mieux qu'une femme qui prend du plaisir. Un autre estime que le sperme masculin imprègne ses fonctions. Grâce au sperme la femme deviens plus sur d'elle car elle deviens un peu homme. (Ex : Les prostitués).

Tout cet effort théorique vise à associer la féminité à la reproduction et à la maternité. Avec le discours de l'église cela débouche sur un message « c'est en se réalisant comme mère que les femmes trouvent l'accord avec leur vraie nature ».

En ce qui concerne l'homme les sentiments se rapportant à la sexualité ne sont pas moins ambigus, ainsi une certaine anxiété masculine semble se développer au fil du siècle. Ce sentiment s'appuie sur l'infériorité sexuelle des hommes, à tel point que plusieurs grands écrivains comptent très régulièrement leur orgasme et en tiennent le relevé scrupuleux dans un carnet.

Cette mise en compte de l'amour semble rassurer les hommes sur leurs capacités. Vers la fin du 19^{ème} siècle, cette anxiété se renforce dans la prise en compte du plaisir féminin dans la réussite de la procréation. De manière plus large si on identifie dans les années 1840 le mécanisme de la fécondation, ce n'est que beaucoup plus tard que l'on assistera sur l'importance du plaisir féminin dans la réussite de la fécondité et que l'hostilité médicale cessera contre l'inutile clitoris.

En ce qui concerne le couple cela impose de faire l'amour dans l'ombre loin de tout miroir et il semble que dans les milieux bourgeois, l'harmonie sexuelle ne soit que très rarement atteinte. La fécondité du rapport sexuel est longtemps associée à la rapidité et à l'emportement masculin.

À compter de la monarchie de juillet dans les milieux bourgeois se répand une forme d'adultère où les hommes reproduisent un autre foyer avec des domestiques.

De manière plus large pour les médecins, l'homme doit se méfier de certaines figures féminines, des femmes qui pourraient l'épuiser spermatiquement. Ceux qui l'épuiseront ce sont la femme ménopausée et la femme stérile.

Après la cinquantaine les médecins disent que l'activité sexuelle favorise le trépas.

B) L'essor de la sexualité contemporaine.

Les historiens considèrent qu'après 1860 une deuxième révolution propulse dans l'air de l'histoire contemporaine de la sexualité. À compter de cette date, le code de l'amour romantique s'affaiblit et la séduction tend à se banaliser. En effet des figures incarnant une séduction féminine qui entend ouvertement provoquer le désir et les émois de la séduction semblent moins indispensables aux femmes. Le symbole est la nana de Zola. Il s'agit d'une séduction de plus en plus socialement identifiée et notamment aux fantasmes de la sexualité

du peuple considéré comme plus libre, plus bestiale. Pour les hommes, le mirage de cette sexualité populaire acquiert un fort attrait. En somme les hommes bourgeois reprochent à leur femme la contenance qui les oblige à observer. De fait ils vont souvent chercher dans des formes d'adultère vérial et dans la prostitution la satisfaction sexuelle qu'il ne trouve pas dans leur foyer. Les bordels ressemblent souvent à des appartements bourgeois. De manière plus large cette période voit le développement de technique du plaisir sans risque, en dehors même de la contraception. Un des premiers sexologues parle d'orgasme sans coïte. Un romancier parle de sa part de la demie vierge.

On accepte en somme d'envisager un accès en plaisir sans conception et sans copulation. Les historiens restent partagés sur la nouveauté ou non de tels procédés en particulier dans les milieux ruraux. En effet on s'est aperçu que les pratiques de sexualité d'attente sont codifiées dans certaines campagnes.

En Corse il y a des mariages à l'essai qui sont pratiqués avec cohabitation pré-nuptiale qui souvent n'implique pas la coïte complète.

En Savoie des 1609 coutume qui autorise les garçons à solliciter l'hospitalité des filles seules pour la nuit en particulier dans les alpages, la coutume voulant qu'on dorme habillé dans le même lit.

La sexualité moderne se renforce et s'affirme selon des procédures complexes qui varient selon les milieux et régions. Cette sexualité reste avant tout soumise à la conséquence des relations sexuelles. Ainsi dans les milieux bourgeois et chez les propriétaires c'est très tôt à l'usage de la coïte interrompue qui permet une maîtrise de la fécondité. Dans les milieux ouvriers la fertilité virile est affirmée avec la fécondité de l'épouse.

Les ouvrières et femmes de milieu modeste ont souvent plus de difficulté à imposer une certaine contenance ce que les femmes bourgeoises obtiendront souvent par l'intermédiaire d'une jeune domestique.

De fait jusqu'en 1860 le recours à l'avortement est le fait de femme célibataire séduite ou de veuve guettée par le déshonneur. À partir du début du siècle ce sont les femmes mariées qui vont constituer la clientèle des avorteuses. Cette pratique va devenir banale à mesure de la maîtrise des femmes sur leur propre corps.

4) Les affres d'une maîtrise de la fécondité sans contraception.

L'histoire de l'avortement est un des lieux déterminants de l'histoire des relations entre les sexes. « La nouveauté du 19^{ème} siècle c'est la généralisation de l'avortement, son extension massive à toutes les couches de la société. » Un nombre croissant de femmes mariées vont choisir de ne pas en accueillir un supplémentaire alors même que les impératifs venant de l'église et de la croissance démographique vont retarder en France la banalisation des pratiques.

A) Une longue histoire de pratique et de répression.

En tant que pratique contraceptive l'avortement a une longue histoire. On estime même que les pratiques avortives sont parmi les connaissances humaines qui ont le plus vite circulé dans l'histoire de l'humanité.

On en trouve trace dans l'antiquité avec un certain nombre de pratiques mécaniques. En Inde, en Hongrie ou en Allemagne, chez les anciens Juifs on connaît des potions. Si la connaissance de ces pratiques sont anciennes, leur réprobation masculine l'est tout autant, ainsi le plus vieux des textes, écrits connus.

Le principe repose sur la conviction qu'une femme ne peut priver un homme de sa descendance. De tous temps les femmes victimes ou complices de cette pratique sont sévèrement condamnées. En 1680 la Voisin est décapitée et brûlée pour avoir pratiqué 2500 avortements à la cour de Louis XIV. En juillet 1943 une femme sera guillotinée sur le motif d'avoir pratiqué des avortements.

B) La généralisation de la pratique dans la France

Les chiffres sont soumis à discussion, néanmoins à la fin du 19^{ème} siècle les experts évaluent entre 100 et 400 milles grossesses interrompue auquel il faudrait ajouter les infanticides.

En 1947 le ministère de la santé reconnaît 20 000 décès annuel de femme ayant tenté d'avorter. Le bulletin de la société de médecine légale considère que 60 000 femmes décèdent pour les mêmes raisons. Dans les années 70, 600 000 avortement clandestins et 500 décès.

Au total, au delà des chiffres le caractère massif et très morbide du phénomène ne peut pas être contesté.

L'avortement est courant, il ne relève pas de la médecine mais il entraîne très souvent la mort tel sont les deux grandes spécificité de cette pratique en France dans les 70 premières années du 20^{ème} siècle.

B) La pénalisation et ses limites.

Dans le régime de vichy l'avortement est puni de 15 à 20 de travaux forcés durant le régime de vichy. Des 1810 l'avortement est qualifié de crime, passible des assises sans que soit distinguer les responsabilités pénales de la victime ou de ses aides potentiels, le crime étant constitué même si la femme a agi seul.

Ainsi l'application de la loi va longtemps être sévère, Constance Thomas est condamné a 12 ans de travaux forcé et 10 ans d'interdiction de séjour pour avoir faire 1 millier d'avortement tandis que 72 femmes ayant eu recours a ses services sont également poursuivi. L'une de ces femmes souligne que son amant est aussi capable qu'elle. Seul les femmes sont poursuivies alors même que ces actes sont pratiqués de concert au sein des couples en particulier dans les milieux populaires. En 1889, un journal souligne que des paysans et des ouvriers paraissent surpris d'être incriminé pour des actes impossibles à éviter. En 1923 l'avortement est transformé en délit et la répression va s'affaiblir jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Cependant, dans le même temps avec la loi sur la natalité de 1920 on décide de punir jusqu' & 6 mois de prison toutes propagande ou publicité contraceptive qu'elle qu'en soit le moyen. Le sentiment s'impose que le traitement juridique interdit le développement d'une 3^{ème} loi possible entre l'abstinence et le renouvellement ininterrompu des grossesses. Le traitement juridique fait comme si il n'y avait pas d'autres solutions.

C) La clandestinité des avortements et ses conséquences.

Un machisme profond imprègne l'attitude sociale officielle en France à l'égard des pratiques anticonceptionnel jusque dans les années 1960. De nombreux témoignage montre que les hommes ont souvent été associés aux pratiques que décidait leur compagne. Les hommes n'ignore rien des souffrances qui accompagnent souvent les moyens employés pour provoquer les avortements. Qu'il s'agisse de potion ou de moyen mécanique. Il faut dire que les moyens employés tout au long du 19^{ème} et surtout du 20^{ème} siècle ne sont pas sans danger pour les femmes. Parmi ces moyens on utilise les objets tel que les objets souples tel que les tuyaux d'aquarium, les scoubidou, des piques en bois, des sondes. On utilise souvent également une technique consistant à injecter de l'eau dans l'utérus à l'aide d'un poire à lavement, technique très efficace mais particulièrement dangereuse qui peut entraîner soit la perforation de la paroi vaginal soit la mort par embolie gazeuse lorsque de l'air s'est glisser dans la poire et pénètre dans le sang. En outre de nombreux cas d'infection sont provoqués par ces pratiques.

L'attitude des médecins ne va pas aider à résoudre les conséquences sanitaires des choix individuels. Pendant longtemps la médecin considère que ces pratique ne relève pas de sa responsabilité et l'enseignement est limité a quelques aspects, les complications possibles. Les témoignages abondent sur la brutalité des internes lors de l'accueil des femmes venant éprouvée une fausse couche. Les médecins sont souvent accusé de vouloir punir celle qui se présente devant eux soit en pratiquant le plus souvent un curetage sans anesthésie soit encore

en tentant de colmater la brèche et de forcer la grossesse à poursuivre son cours jusqu'à ce que l'enfant naisse anormal. Les femmes attendront le maximum de temps avant de se rendre à l'hôpital de peur qu'on raccroche l'embryon. Ce contexte explique les témoignages choquants qui ont pu être recueillis.

L'hypocrisie qui concerne les souffrances des femmes n'est rompue que par quelques brèves spectaculaires.

Afin de limiter les risques, en particulier dans les milieux populaires vont développer des formes de solidarité et vont souvent s'entraider dans la réalisation de leur fausse couche. On a même pu parler de la naissance d'un féminisme de la fécondité qui serait né dans les milieux ouvrier dès la fin du 19^{ème} siècle. On notera que de son point de vue, les médecins qui acceptait d'aider étaient loin de le faire pour des raisons matérielles, souvent on les a écrits comme des faiseuses d'anges.

Pour la majorité des femmes se sera souvent une décision personnelle et une tentative réalisée seul avec l'appui du mari.

On peut dire que la clandestinité et la pénalisation mais aussi la tolérance sans le moindre égard pour la souffrance des femmes et les risques encourus. Tous ces éléments valident le caractère machiste de la perspective sociale machiste dominante.

Après la seconde guerre mondiale, les femmes de France vont pouvoir se rendre progressivement à l'étranger pour effectuer des interruptions de grossesse dans un contexte médicalisé. Aussi dans les années 1950 puis 1960 l'avortement effectué seul va-t-il devenir une pratique plus référencée pour celle qui ne peuvent s'offrir le déplacement. C'est cette inégalité supplémentaire qui va favoriser l'évolution de la législation.

On vient de fêter les 50 ans de la première association française destinée à promouvoir le contrôle individuel des naissances. Cette association créée par un jeune médecin catholique. Cette association reposait sur le principe que lorsqu'un couple a atteint son seuil de saturation d'enfant, il recourt à tous les moyens pour éviter ou supprimer cet enfant. Cette association partait du principe que les faits montraient que ni la chasteté conjugale, ni la continence périodique ne permettait de résoudre le problème.

En 1960 cette association devient le mouvement français pour le planning familial sur le modèle des associations existant en Angleterre y compris en se posant en dehors de la loi nataliste de 1920. En 1965 le mouvement compte 100 000 adhérents, une centaine de centres et plus de 400 médecins qui prescrivent des contraceptifs encore illégaux qui étaient importés sous le manteau d'Angleterre comme les capotes. Aujourd'hui encore 70 associations départementales reçoivent près de 500 000 jeunes femmes chaque année pour les soutenir dans leur projet maternel mais aussi pour leur lutte contre la violence ou certaines formes de sexisme dont elles peuvent être l'objet (Ex : mariages forcés).

En ce qui concerne la contraception, l'importance du mouvement s'inscrit dans deux dates qui vont définir la condition féminine et la procréation dans notre société.

5 avril 1971 : Dans le *Nouvel Obs*, un texte signé de 340 noms de femmes tels que des célébrités. Le texte dit « Un million de femmes se font avorter en France, elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées alors que cette opération pratiquée sous contrôle médical est des plus simples ... On fait le silence sur ces millions de femmes, je déclare que je suis l'une d'entre elles, je déclare avoir avorté. »

Ce texte peut être poursuivi mais la chancellerie va rapidement renoncer à un procès collectif qui aurait été ridicule et reconnaît le fait que la loi n'est plus appliquée. Le texte s'inscrit de plus dans la révélation du caractère de plus en plus socialement discriminant, de la pénalisation puisque les chiffres montreront que dans les années 1960 seules les femmes de milieu modeste encouraient encore les foudres de la justice.

Rien ne pourra empêcher le vote du 17 janvier 1975 de la loi Veille, une loi reconduite et modifiée en 1979, une loi qui autorise les femmes en le décidant seul à interrompre leur grossesse lorsqu'elle se sente en situation de détresse.

19 décembre 1967 : Date du vote de la loi du contrôle des naissances, loi qui permettras l'autorisation de la pilule contraceptive. Les décrets d'application ne sauront voter qu'en 1969 pour les contraceptifs oraux et en 1972 pour les stérilets. Cette loi déclencha de nombreux débats et on pronostiqua le règne de la débauche, de la dépravation, le relâchement des mœurs. On parle de fornication généralisée, on parla aussi du dévergondage des jeunes filles. C'est un député de droite Neuvir qui sera le principal partisan de cette réforme. La peur du mari trompé qui aurait longtemps retardé les contraceptifs.

Aujourd'hui près de 220 000 IVG sont faites en France et entraîne moins d'un décès par an. On estime que 40 % des femmes y auront recours une fois dans leur vie et dans 60 % des cas suite à un oubli de la pilule. Depuis le 28 juillet 2004 il est possible de pratiquer l'IVG par voie médicamenteuse et depuis 2005 c'est le contrôle par les infirmières scolaires des 16 ans sans accord parental. Il y a là, la poursuite de la maîtrise des femmes sur leur propre corps mais on notera que cet acquis reste fragile et contesté tant du point de vue des mouvements chrétiens en particulier aux Etats-Unis que du côté des traditions culturelles ou religieuses qui font premier le choix du mari dans le mariage et la maîtrise de la fécondité.

Chapitre 4 : L'affirmation des valeurs républicaines contre les adversaires.

La société française a été traversée au début du 20^{ème} siècle par des affrontements politiques extrêmement violents. Ils ont eu deux conséquences contradictoires mais qui ont marqué. La première est l'apparition de mouvements nationalistes et xénophobes, antisémites, des mouvements qui constituent la tradition de l'extrême droite française jusqu'au régime de Vichy. Ces mouvements peuvent être considérés comme une sorte de préfiguration du fascisme et du national-socialisme qui parviendront au pouvoir en Italie et en Allemagne après la première guerre mondiale. Bien que le point soit discuté on peut considérer que l'extrémisme politique de droite dont la France du tournant du 19^{ème} et 20^{ème} siècle s'inscrit dans un amalgame similaire à celui qui permettras l'apparition de ces idéologies.

La seconde conséquence des affrontements politiques du début du 20^{ème} siècle et au contraire par réaction de l'affirmation des valeurs de la république, en effet le régime républicain parce qu'il va être attaqué, menacé, considéré comme corrompu par les extrémistes va se renforcer en tant que symbole de la défense des valeurs de la démocratie, de tolérance et de non-discrimination. La république va apparaître comme un rempart nécessaire contre les valeurs antihumanistes et autoritaires.

Ainsi ce n'est pas un hasard si en 1940 le premier acte de mise en place du régime de l'état français, régime de collaboration avec l'Allemagne, qui s'efforcera de réaliser le programme des adversaires de la république depuis plus de 50 ans. Son premier acte sera l'abolition de la république. L'affaire Dreyfus est un moment incontournable qui relève les contradictions de cette époque, qui vont cristalliser autour de la question de l'innocence ou de la culpabilité de la république. Cet événement marque aussi l'entrée dans certaines formes modernes de la vie politique dans le rôle des moyens d'informations.

Comme l'a noté Maurice Agulhon si le principe de l'affaire Dreyfus est simple, ces détails et péripéties sont extrêmement complexes. Il y a des dizaines de milliers d'ouvrages sur cette affaire. Ce sont pourtant ces détails qui permettent de comprendre comment un conflit de nature judiciaire a pu redessiner l'ensemble du paysage politique français. C'est également ces détails qui permettent de saisir l'importance symbolique de cet événement et les raisons pour lesquels il continue encore d'avoir une dimension ou résonance universelle.

Beaucoup de gens qui luttent pour ce qu'ils estiment être la justice se réfèrent à l'affaire Dreyfus.

1) D'une injustice individuelle à une controverse nationale : Le déroulement de l'Affaire. La mise en place du scandale, il faut commencer par rappeler que l'Affaire Dreyfus comporte deux phases ou deux périodes, une première période que certains ont qualifiée d'affaire avant l'affaire s'étend d'octobre 1894 à janvier 1898. La seconde partie de l'affaire qui voit l'intensification des passions politiques se termine plus indistinctement. La date la plus formelle est celle de sa grâce le 19 septembre 1899, date du premier succès du combat pour sa libération. Cette grâce est pour ainsi dire arrachée au gouvernement devant la montée de l'extrême droite, cette grâce ne dit rien de la culpabilité de Dreyfus et pour beaucoup de ses partisans elle ne marque nullement la fin de cette affaire. Pour certains en effet, la véritable victoire est celle de la réhabilitation d'Alfred Dreyfus en juillet 1906 à faveur de laquelle il réintègre une carrière militaire qui le mènera jusqu'au grade de colonel. Pour d'autres interprétations, l'affaire ne se termine jamais vraiment tout au long du 20^{ème} siècle des lors qu'elle est devenue un symbole et une référence positive pour les défenseurs des droits de l'homme et des républicains et l'on cite souvent le silence que gardera un stade entier à la mort de Dreyfus en 1935. L'affaire vaudra également comme référence positive lors de divers moments sombres de l'histoire de France et en particulier pendant la guerre d'Algérie sur le problème de l'utilisation de la torture par les militaires Français. Le refus du pouvoir politique d'accepter la vérité, les manœuvres et inculpations judiciaires, les saisies d'écrits ou d'ouvrages ou encore l'engagement de certains intellectuels seront similaires. Du point de vue de la défense de la vérité l'affaire ne s'est jamais terminée. Pour d'autres parties de l'opinion l'affaire reste un repoussoir ainsi Charles Maurras principal théoricien de l'extrême droite dans les années 30 et soutien du régime de Vichy parlera ainsi lors de sa condamnation en 1945 de la revanche de Dreyfus. 45 ans plus tard et sur les cendres de l'Europe l'affaire reste un repère pour quelqu'un comme Maurras qui avait demandé que l'on prenne et exécute des otages dans les familles de résistants. L'affaire sera périodiquement évoquée au 20^{ème} siècle par les franges les plus à droite de l'opinion pour critiquer le rôle de l'opposition, des intellectuels, ceux qu'ils considèrent comme des formes d'antipatriotisme. Au début des années 1980 le ministère de la défense refusera également de placer un buste de Dreyfus à l'intérieur de l'école militaire où avait eu lieu sa dégradation. Ces opinions négatives s'appuient pendant l'affaire elle-même sur un profond retournement de la vérité des faits. Il n'y a pas de discussion sur la culpabilité de Dreyfus.

a) La mise en place du scandale :

Accusation et condamnation

Preuve de l'innocence et premiers défenseurs.

L'affaire débute en octobre 1894 parce que le capitaine Dreyfus est accusé d'avoir fourni des éléments à l'Allemagne. La preuve est un bordereau qui a été découvert dans la corbeille de papier d'un allemand par une femme de ménage agent secret. Sur la base de similitude d'écriture en dépit d'expertise négative, l'état major identifie Dreyfus et l'arrête. Il nie tout dès le premier instant. Il est à l'époque engagé à l'état major de Paris, on n'imagine assez mal les motifs qui auraient pu l'inciter à la trahison. Il est polytechnicien, il appartient à une famille d'industriel assez aisé de Mulhouse. Le père a choisi la nationalité française. Dreyfus ne peut guère être considéré d'antipatriotisme ni de besoin d'argent et on ne lui découvrira aucune relation féminine douteuse. Le seul défaut de Dreyfus est d'appartenir à une famille juive dans un milieu où les israélites sont très rares. En effet ce n'est que depuis les années 1860 que les citoyens d'origines juives ont réussi à accéder, aux grandes institutions de l'état en France et surtout depuis le début de la 3^{ème} république. Dans l'opinion ce profil l'image

du juif « bête à concours », du fait que les citoyens d'origine juives réussiraient mieux dans l'administration.

Depuis plusieurs mois en 1894, la presse antisémite mène une campagne contre la présence d'officier juif dans l'armée française.

En décembre 1894, il est jugé par le conseil de guerre et il est condamné à la déportation à vie, au Bagne en Guyane. L'événement n'attire que peu l'attention, la seule présence concerne la cérémonie de dégradation militaire de Dreyfus en Janvier 1895 qui va être abondamment illustré par la presse populaire. La rupture du sabre du traître au milieu de la cour. Pour l'opinion antisémite assez répandue, la condamnation de Dreyfus ne fait que confirmer la nature du juif, à savoir traître et apatride par naissance.

Le procès de Dreyfus n'est pas tellement le sien mais de tous ceux que l'on considère sans âge, sans nom, couleur traître et surgit des ghettos. Dès le départ l'antisémitisme et la défense de l'armée sont les deux moteurs de l'affaire. Il part au bagne en février 1895. Deux groupes d'acteurs vont se trouver face à face dans la suite de l'histoire, d'un côté sa famille et quelques défenseurs, de l'autre la hiérarchie militaire qui vont s'efforcer à tout pris de couvrir l'erreur judiciaire initial. Les premiers défenseurs de Dreyfus se limite à ses proches, ils vont déployer une importante activité pour éviter que le silence se referme sur lui. Ils vont solliciter les autorités morales et politiques, du pape jusqu'au président de la république, Félix Faure. Parmi ces proches sa femme Lucie Dreyfus dont la famille va jouer un rôle important, il faut souligner Mathieu frère de Dreyfus et qui dirige la filature familiale. Par la suite la presse et même un député nationaliste dénonceront un syndicat juif accusé d'utiliser ses moyens financiers pour fomenter une machination contre l'honneur de l'armée.

En fait si la famille de Dreyfus a des ressources, ce ne sont que celle de son propre argent et si une forme de réseau informelle va jouer au début en faveur de Dreyfus il s'agit d'un réseau Alsacien et nullement israélite. En dépit des efforts de Mathieu la communauté juive va chercher à éviter tous remous, toutes agitations et ne s'engagera pas véritablement en faveur du condamné.

Au début de l'année 1895 ni la presse, la classe politique, ni la hiérarchie militaire ne s'intéresse au sort de ce condamné. Seule trois personnes font exceptions, le premier est un jeune journaliste Bernard Lazare qui est d'origine juive mais qui est athée (anarchiste) qui va être le premier à écrire une brochure argumentée en faveur de Dreyfus qu'il ne connaît absolument pas.

Le second à s'intéresser à Dreyfus est le vice président du Sénat, Scheurer-Kestner, républicain modéré, très bourgeois, qui se considère comme le protecteur de tous les alsaciens de France. Cherchant à connaître la vérité sur Dreyfus il sera le premier homme politique à témoigner en sa faveur dès qu'il le pourra.

Le dernier individu est un autre alsacien, le lieutenant colonel Picquart qui est nommé au début de l'année 1896 au service secret militaire. Les événements permettant d'établir l'innocence de Dreyfus vont s'enchaîner de la manière suivante, Picquart reprend les pièces accusant Dreyfus et il découvre en mars 1896 qu'elles sont de la main d'un autre officier, voisin de bureau de Dreyfus, le commandant Esterhazy qui est un personnage étrange et douteux, un escroc et même un maître chanteur. Picquart découvre ceci et il ne peut révéler ses découvertes mais il informe un autre alsacien l'avocat Le Blois lequel informe à son tour le vice président du Sénat. Ce dernier proclame alors qu'il a la preuve de l'innocence de Dreyfus mais qu'il ne peut pas la révéler, la hiérarchie militaire commence alors une politique de négation forcée. Elle ordonne à Picquart de se désintéresser de l'affaire avant de la muter en Tunisie. Picquart fait parvenir à la presse une fac assimilée du bordereau assimilé à Dreyfus. Bien que chacun puisse comparer l'écriture de Dreyfus rien ne bouge pendant un an à cette date le banquier d'Esterhazy reconnaît l'écriture sur un journal, ce hasard est le déclic

qu'attendait les défenseurs de Dreyfus. Son frère se précipite chez le vice président du Sénat et il annonce que c'est bien Esterhazy. Cette affaire commence et bientôt tout va basculer.

B) Le tournant de 1898

Entre dans une dimension nationale du cas Dreyfus, ses partisans disent qu'il est maintenant impossible de nier l'innocence du condamné. Pourtant le 11 janvier 1898 Esterhazy qui a demandé à être juger mais qui est soutenu par l'état major est acquitté à l'unanimité par les cinq juges du conseil de guerre après 5 minutes de délibération. Il est porté en triomphe au cri de « vive la France, mort au juif ». Le 13 janvier, Emile Zola publie une lettre au président de la république dans le journal L'Aurore dans le titre « j'accuse ». Le numéro se vend à près de 200 000 exemplaires dans Paris et marque l'entrée en scène de Zola, littérateur comblé, très populaire, riche qui vise l'académie française et qui pourrait profiter péniblement de sa gloire acquise. Son rôle va être déterminant dans le chemin de reconnaissance de la vérité.

Néanmoins deux ans vont être encore nécessaires pour avoir la grâce de Dreyfus, deux ans d'une lutte féroce dans laquelle on va chercher par tous les moyens à poursuivre les défenseurs de Dreyfus à produire même de faux documents permettant de confirmer la culpabilité. A compter de cette date, la France va se diviser en deux camps, les révisionnistes que l'on appellera les Dreyfusards qui veulent réviser le procès de Dreyfus qu'il juge douteux et mal conduit et qui pense que la justice doit s'imposer à l'état lui-même au nom d'une certaine conception de la France qui doit donner l'exemple d'un pays de droit. Pour eux la grandeur de la France c'est d'être un pays de droit et de même remettre en cause un jugement militaire. En face d'eux se trouvent ceux qui au nom de l'antisémitisme ou tout simplement au nom de la cohésion et de la grandeur nationale pensent qu'il ne faut pas remettre en cause la justice militaire ni affaiblir la France face à l'étranger.

Ceci même si un innocent doit faire les frais de cette raison d'état.

Naissance de l'intellectuel engagé.

Elle marque l'émergence d'un rôle nouveau des catégories cultivées que l'on va désigner à partir de cette période sous le substantif intellectuel. Ce rôle qui a marqué la suite du 20^{ème} siècle par exemple dans les luttes contre le fascisme, il apparaît pour la première fois avec l'affaire Dreyfus et se retrouve dans l'ambiguïté du terme intellectuel. Le terme d'intellectuel désigne une catégorie sociale et le rôle public de ses membres à savoir les hommes de lettres, les artistes, les savants, les membres notoires des professions libérales. Le rôle public des intellectuels correspond à la conviction que leur notoriété doit être mise au service de conviction étique, politique ou patriotique. Des convictions qu'il faut diffuser envers un grand public toujours plus attentif et passif. A l'époque ce terme est péjoratif pour les nationalistes et la droite ou les intellectuel ne se qualifie pas comme tel. Dans la mesure où les milieux politique de droite refuse l'idée de référence de valeur potentiellement supérieure au hiérarchie institutionnel ou au valeur national (patrie, grandeur de la nation).

A gauche le terme intellectuel va être utilisé de manière positive et même brandi avec le fameux « manifeste des intellectuels » signé en soutien à Zola et qui pour la première fois revendique le terme ainsi que la dimension de surveillance morale qu'il implique. Dans cette position on estime que les affaires politiques ou les affaires d'états ne doivent pas échapper au jugement selon les valeurs de la morale générale.

Du côté des intellectuels, la Sorbonne, l'ENA vont s'engager pour la révision et vont marquer l'entrée des universitaires sur la scène publique. Le chimiste Marcellin Berthelot, sénateur, ancien ministre va incarner cette nouvelle forme de prise de position publique.

Il correspond à un renforcement des perspectives de la république et à un retour des valeurs étiques de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. En effet cet engagement va s'inscrire dans une perspective proclamée des 1789 notamment par Condorcet devant la

constituante à savoir l'intérêt de puissance de richesse et de nation doit disparaître devant le droit d'un seul homme. C'est dans cette perspective qu'est fondé le 4 juin la ligue des droits de l'homme dont le comité fondateur comporte une vingtaine d'universitaire ou d'homme de lettres, quelques hommes politiques et marquent l'émergence du rôle de magistrature morale que revendiquent certaines élites cultivées devant les erreurs de la république parlementaires. La ligue ne vise au départ que l'aide et l'assistance à toutes personnes dont les droits seraient bafoués mais elle va rapidement s'engager sur les grands thèmes d'affermissement de la république, tels que la séparation de l'église et de l'état, la suppression des conseils de guerre. La ligue va travailler par la suite à l'organisation de la conscience de la démocratie et elle jouera un rôle important au 20^{ème} siècle dans le renforcement des valeurs liées à la république. Avec l'affaire Dreyfus un nouveau type de position publique et politique a vu le jour dont l'engagement courageux d'Émile Zola va être l'un des plus éclatants symboles.

Le combat de Zola.

Des mai 1896, Zola publie un article intitulé « pour les juifs », il dénonce le climat antisémite et il stigmatise le retour au fanatisme et à la barbarie. Zola ne s'intéresse absolument pas au cas d'Alfred Dreyfus lui-même, à la fin de 1897, intitulé « Mr Scheurer-kestner ». La vérité est en marche, rien ne l'arrêtera. En décembre il publie deux nouveaux articles où il attaque explicitement ce qu'il nomme la basse presse en ruse, c'est-à-dire ces journaux populaires qui déverse ce poison caché qui nous fait délirer tous à savoir l'antisémitisme. Zola désigne les empoisonneurs mais aussi la lâcheté ambiante.

Zola est encore très seul à l'exception de quelques jeunes normaliens, ce n'est que deux jours après la publication de « j'accuse » que certains reconnaissent leur hésitation et notamment Jean Jurés qui diras qu'il est presque tenté de dire pardon pour ses lenteurs.

Il est important pour saisir le contexte de l'intervention de Zola de rappeler que la majorité de l'opinion reste convaincu de la culpabilité du condamné, l'influence de la presse est considérable à cette période. On compte plus de 87 quotidiens à Paris et près de 1500 pour la France entière alors qu'on en compte une trentaine à New York ou à Berlin. Au sein de l'imprimerie, les journaux favorables à la révision ne sont que 7 au depuis de 1898 soit moins de 4 % du tirage globale. Ils ne seront que 17, un an plus tard pour 10 à 15 % des ventes. On comprend l'importance de la publication dans l'aurore de la lettre de Zola et la prise de position du rédacteur en chef de ce journal à savoir Georges Clemenceau qui trouve le titre de l'article, est un républicain fervent, médecin, qui deviendra dans les années 1905 ministre de l'intérieur mais qui est encore pour l'heure un journaliste et un homme politique très à gauche, « un radical » qui veut l'ensemble du programme de la république et refuse la politique modérés des opportunistes.

Le rôle de Clemenceau est important du fait que « j'accuse » ne va pas seulement alerter l'opinion. En effet cette publication correspond à une tactique judiciaire clairement expliquée à la fin de l'article à savoir que Zola veut un procès de presse pour diffamation afin d'éviter qu'après l'acquiescement d'Esterhazy que le sort de Dreyfus soit oublié. Zola porte de graves accusations mais surtout il décrit parfaitement les ressorts socio et politique qui sont au cœur de l'affaire. Il souligne notamment la dévotion à l'esprit militaire, culte de l'armée, l'excuse de la raison d'état mais aussi les campagnes de presse, la lâcheté des gouvernements ou encore les préjugés du peuple (antisémite). Il accuse plus précisément les experts, les enquêteurs militaires, le conseil de guerre et il reconnaît dans leurs agissements un désir de tromperie, de mensonge et d'injustice. Il termine en soulignant que c'est volontairement qu'il s'expose au délit de diffamation « qu'on ose donc me traduire en cour d'assise ». Le gouvernement qui aurait pu ignorer le texte de Zola ou qui aurait pu l'attaquer en correctionnel va retenir la proposition qu'il lui fait, d'un procès d'assise.

La publication du texte de Zola entraîne un véritable séisme politique dans la France de l'époque, en quelques jours de nombreux intellectuels se positionnent à ses côtés tels Jean Jaurès et aussi un certain nombre d'élèves de l'école normale. Zola reste cependant en première ligne et la presse antidreyfusarde va s'efforcer de le déshonorer, elle fouille sa biographie et le décrit comme un déraciné, à peine Français en accusant son père d'être un voleur et un escroc. Celui-ci mort en 1847 est vénitien d'origine est arrivé en France en 1833 en tant qu'ingénieur. Il fera construire près d'Aix en Provence, un canal et la ville nommera l'un de ses boulevards en 1869. Emile Zola va être profondément affecté par les attaques qui visent la mémoire de son père. Il va lutter plusieurs années durant par voie de presse et par voie judiciaire. Zola conclura qu'il s'agissait de la plus bête, de la plus sale, de la plus lâche des infamies. Son procès en assise n'est pas beaucoup plus glorieux pour l'époque que ses attaques, en effet ce procès qui débute en février 1898 amène le jury populaire à le condamner au maximum de la peine à savoir un an ferme d'emprisonnement sans lui reconnaître aucune circonstance atténuante.

Cela étant ce procès a fait émerger les irrégularités du procès d'Alfred Dreyfus et en particulier les intrigues de l'état major pour se débarrasser de Picquart, le chef des renseignements. Après un nouveau procès perdu en cassation, Emile Zola quitte la France et il se réfugie en Angleterre où il se cache, il va y vivre seul pendant 11 mois sous un faux nom dans la tristesse et l'anxiété sans même pouvoir continuer à travailler.

Zola a beaucoup payé de sa personne. Zola décédera en 1902, peu après la fin de l'affaire dans des circonstances qui sont restées douteuses. En 1909 ces cendres seront transférées au Panthéon.

Du faux patriotisme à la solution politique.

Au-delà de l'émergence de l'intellectuel et du combat courageux et solitaire d'un individu, l'épilogue de l'affaire révèle combien cet événement n'est qu'en apparence une injustice judiciaire et combien il constitue avant tout un enjeu politique majeur. En effet l'affaire ne va se résoudre que par retournement politique profond du gouvernement. Pour ne retenir que l'essentiel ce retournement débute le 7 juillet 1898 juste avant le départ de Zola, ce jour le ministre de la guerre interpellé à la chambre des députés présente un document supposé accabler celui qu'il appelle le « Canaille de Dreyfus ». Le ministre est sincère et le document comme va s'en apercevoir un officier scrupuleux du ministère, ce document est un faux. Son auteur le commandant Henry est identifié et il avoue l'avoir réalisé pour soutenir le lourd combat contre les traîtres. C'est un faux patriotisme. Le commandant Henry est arrêté et il se suicide dans sa cellule le 31 août 1898.

Cet événement fait basculer l'affaire dans sa phase politique la plus intense et durant l'automne les gouvernements tombent les uns après les autres tandis que le parlement ne fait presque que s'occuper de l'affaire.

A Paris, les partisans et les adversaires de la révision s'affrontent par voie de presse mais également par de multiples défilés et réunions publiques. On craint chaque jour que les événements dégénèrent, la France est arrêtée dans son activité et focalisée dans cette affaire.

La majorité du parlement reste hostile à la révision et c'est une guerre juridique et institutionnelle qui s'engage. En octobre 1898, la chambre criminelle de la cour de cassation déclare recevable dans la forme la demande de révision du procès de Dreyfus. La réaction des antidreyfusards est très vive et des manifestations nationalistes vont jusqu'à menacer les magistrats à domicile tandis que des rumeurs de coup d'état circulent de manière plus intense. A la chambre on tente une ultime manœuvre pour empêcher la révision, une majorité de droite et du centre vote ainsi une loi de dessaisissement qui prévoit que sur le fond la cour de cassation doit se prononcer toute chambre réunie. On espère noyer les membres de la chambre criminelle dans une majorité mieux orientée.

La situation est donc nullement favorable au succès du combat des Dreyfusard et ceci jusqu'à la mort soudaine du président de la république Félix Fort en Février 1899. Félix Fort s'était toujours prononcé contre un nouveau procès et sa disparition est une chance qui va renverser le rapport de force en faveur des Dreyfusards. En effet le nouveau président de la république Emile Loubet est pour sa part un homme très politique et plutôt porté aux arrangements. Il est d'ailleurs immédiatement perçu par l'opinion nationaliste comme un adversaire. Ils manifestent violemment contre son cortège lors de sa prise de fonctions et ils essaient même au court de la sépulture de Félix Fort de faire marcher un régiment sur l'Elizé. La cible des antidreyfusard est désormais la république elle même beaucoup plus que le maintien du jugement défavorable à Dreyfus. Le 3 juin 1899 la cour de cassation se prononce en faveur de la révision contre tout attente. C'est un coup de tonnerre qui porte les nationalistes a des actions beaucoup plus excessive et le lendemain il y a agression au président.

Le 11 juin, la police réprime sans ménagement une manifestation en faveur de Dreyfus ce qui souligne aux yeux de l'opinion la partialité du gouvernement.

C'est l'auteur de la loi sur les syndicats Waldeck-Rousseau, c'est un avocat, républicain de principe mais également un homme politique qui est resté à l'écart de la politique traditionnel depuis une quinzaine d'année.

Waldeck-Rousseau fait entrer pour la première fois un socialiste au gouvernement mais il mets au ministère de la guerre le général de Galliffet qui avait conduit la répression de la commune de Paris. Il crée un gouvernement composé d'un coté de l'extrême gauche et de l'autre*****. Cette composition passe de justesse, les attaques contre la république ont amené une partie de la droite et du centre un gouvernement dit d'union de défense de a république. Emile Zola rentre en juin 1899 des lors que Waldeck-Rousseau est au pouvoir et avec lui un majorité de ministre Dreyfusard. Début août 1899 un nouveau tribunal militaire rejuge Dreyfus et le déclare coupable avec circonstances atténuante en le condamnant a 10 de travaux forcés. La formule est absurde, le président du conseil va trouver une solution en demandant au président de gracier Dreyfus ce qui est fait le 19 septembre. LE 21 septembre le ministre de la guerre écrit « l'incident est clos ».

La France n'a pas vraiment tranché et jamais elle ne jugera ceux qui au nom de la raison d'état auront couvert les mensonges. En décembre 1900 toujours sur proposition de Waldeck-Rousseau la chambre des députés vote une loi d'Amnistie sur tous les faits concernant l'affaire.

Il faudra attendre mars 1904 pour que les efforts de certains militaires permettent à la cour de cassation d'ordonner une nouvelle enquête qui aboutira en juillet 1906 a casser le jugement et a réhabiliter enfin entièrement Alfred Dreyfus.

Alfred Dreyfus lui même avait accepter de retirer sa plainte pour être gracier.

2) Contour et fondements de l'anti-dreyfusisme

L'affaire est considérée comme le premier événement où se manifeste les principaux éléments de leur discours et de leur cohérence spécifique.

Ces idéologies correspondent à une nébuleuse politique assez diversifier mais que l'on peut qualifier de fasciste et dont le nazisme (national socialisme) et le fascisme italien sont les principales branches. Ces mouvements sont restés assez minoritaires en France et notamment dans la France des années 1930 surtout par rapport à l'Allemagne. Cette faible visibilité n'interdit pas de considérer que c'est en France que se réalise pour la première fois la synthèse des diverses traditions d'idées qui vont permettre la naissance des perspectives fascisme. Cette thèse est celle qui est défendu par Sternheim principal défenseur « la droit révolutionnaire ». Il souligne à juste titre l'importance de la suprématie intellectuelle de la France à la fin du 19 ème siècle. Paris dit-il est encore le centre incontesté où se fond et se défont tous les systèmes.

On peut donc qu'une effervescence idéologique particulière s'est dégagée en France autour de l'affaire Dreyfus. Elle a probablement contribué à faire émerger la synthèse qui deviendra ensuite le fascisme. Cette synthèse se caractérise par quatre grandes caractéristiques, sa dimension extrémiste et radicale mais également par sa dimension antimarxiste, anticomuniste, antisocialiste d'une certaine manière mais aussi par sa dimension nationaliste et enfin par le rejet des formes extérieures de la société bourgeoise. On peut évoquer trois grands ensembles.

A) Le remis en cause de l'ordre libéral

La droite extrême s'est appuyé sur un socle d'idée que l'on peut considérer comme directement orienté contre le libéralisme au centre philosophique, contre les principes généraux issu de la révolution française et notamment les principes exposé dans la DDHC. Ce premier socle d'idée va ouvrir la voie à une critique radicale en articulant trois grands ensembles.

L'idéologie contre révolutionnaire.

Elle a participer aux perspective de la restauration jusqu'aux année 1830 mais elle se compose d'un vaste ensemble de discours qui se développe des la révolution française et dont les trois principes essentiels sont l'autorité, la hiérarchie et la religion. Contre les philosophes des lumières. Cette perspective critique la prétention de ces philosophes à affirmer que la société serait le produit d'une adhésion volontaire et réciproque des individus et que l'être humain serait par définition un individu libre et égal aux autres individu.

Pour la révolution tout au long du 19^{ème} siècle, ce genre d'idées ne sont que des abstractions dangereuses. Ce sont des idées qui conduisent à la ruine du respect de la famille et au désordre social.

Le premier est la magistrat Joseph De Maistre, lequel va s'exiler avec l'arrivée de l'armée française en Savoie en septembre 1792. Le second auteur est le vicomte Louis de Bonald. Pour ses penseurs la société reflète la volonté divine, l'ordre social est inégalitaire par essence et l'individu n'a pas de droits mais n'a que des devoirs à l'égard de la société.

« L'homme est intelligent, il est libre, il est sublime sans doute mais il en est pas moi un outils de Dieu ».

En somme derrière une apparente autonomie, l'homme est totalement gouverné par une puissance qui le dépasse. D'ailleurs mêmes les malheurs ont un sens dans cette perspective.

« Le genre humain peut être considéré comme un arbre qu'une main invisible taille sans relâche et qui gagne ».

L'homme est en effet voué par nature au mal et ceci depuis le fautes originel. L'homme doit s'appuyer sur la tradition sur un ordre hiérarchique pour se protéger de lui même. Il doit s'appuyer sur l'héritage des générations qui ont formé avec l'aide de Dieu cet ordre hiérarchique, le roi est le tuteur de cet ordre voulu par le créateur et qui n'appartient pas à ces sujets de remettre en cause.

Pendant l'affaire ce courant contre révolutionnaire va s'engager dans la défense à tout prix de l'autorité de l'armée. Pour ce courant de penser l'armée avec l'église est l'un des piliers de la nation française. Charles Maurras qui modernisera la perspective contre révolutionnaire en créant le mouvement d'action française. Il affirmera « nos officiers sont ce qu'ils sont, en tant qu'officier ils représente la direction, la discipline et l'unité de l'armée française qui attende à cette autorité morale ou professionnel attende à la patrie. » La pensée contre révolutionnaire apportera à l'antidreyfusisme et plus tard au fascisme le culte absolu et par principe de l'autorité ainsi qu'une mise en cause profonde des prétention humain à inventer un nouvel ordre social et moral.

Le populisme antiparlementaire.

Dans une perspective des principes républicains largement, pour ce courant d'idée s'impose un constat sur l'état de la république un peu plus de 20 ans après sa naissance. Le constat est la suivant, la république est pourri et gangrené en son cœur. Pour de nombreux antidreyfusard la république a entretenu la confusion des valeurs et défendu des conceptions erronées de l'égalité et des droits de l'homme.

La république pour eux a permis le règne du n'importe quoi et surtout malgré ses idéaux, sa valorisation du mérite elle n'a fait que couronner le pouvoir de l'argent et de la corruption. Plusieurs événements nourrissent ces sentiments. Parmi les principaux il faut relever la corruption qui entoure le président Jules Grévy lequel est contraint à la démission en 1887. Jules Grévy est un républicain de conviction mais qui va user de son influence pour placer les membres de sa famille a des postes prestigieux. En particulier son frère au post de gouvernement général en Algérie.

Il est déconsidéré par une affaire de trafic de légion d'honneur dont son gendre est l'organisateur et dont il ignore. La même période voit le début d'un autre scandale à savoir celui de Panama. Ce scandale révèle les liens de certains parlementaires avec les milieux financiers lesquelles achètent le vote des députés pour permettre l'émission d'un emprunt devant permettre l'achèvement du canal.

Ca scandale s'achève par la traduction devant les assises en 1893 des dirigeant de la société de Panama et de 5 parlementaire donc le ministre des travaux publics qui sera le seul condamné. Ces événements nourrissent l'opinion commune selon laquelle les plus hautes autorités républicaines entretiennent des liens avec les milieux financier et économique.

L'idée du régime parlementaire se trouve reprise par des individus qui évoluent progressivement vers l'autre extrême de l'échiquier politique. Des individus qui dénoncent de plus en plus violemment les saletés parlementaires ou la pourriture d'assemblée qui incarne ce parlementarisme.

L'originalité est qu'elle rassemble par delà les origines idéologiques les plus diverses et surtout progressivement elles parviennent à une certaine cohérence. On a pu dire que leurs partisans empruntaient à la gauche leur valeur sociale et à la droite leur valeur politique.

De l'autre ils attendent tout d'un retour à l'autorité et des valeurs morales, leur programme reste extrêmement flou.

Ils veulent mettre fin à ce qu'ils appellent une décadence généraliser. Ces individus qui viennent à la foi de la droite traditionnel et qui se radicalise mais qui vienne aussi des milieux proche de l'anarchisme.

L'antiparlementarisme évolue dans une sorte d'anticapitalisme sans lutte des classes, socialisme. L'assimilation, les profiteurs, au juif, à l'étranger, à l'anti-France, donnera un élément supplémentaire de cohérence à cette perspective. La dénonciation de la corruption de la politique par l'argent sera une vingtaine d'année plus tard au cœur du projet fasciste.

George Valois « au financier, au pétrolier, à l'éleveur de ... »

On peut sans doute comprendre l'incroyable essor du fasciste au 20 siècle sans saisir la contestation de l'ordre parlementaire, économique et libéral. Il s'agit d'un moment clé du projet fasciste et qui va permettre son audience dans une partie des milieux populaires.

Ce régime est présent de la fin du 19 ème siècle en France et il en explique l'un des phénomènes clefs à savoir le dépassement de la frontière gauche droite ou plus exactement le passage de la gauche à la droite de certains leaders radicaux.

En somme bien que la violence reste moins extrême la logique de dénonciation qui s'invente et à bien des égards parfaitement similaires.

L'ensemble d'idée rejoint la perspective de la contre révolution en rejetant le contrat social et l'idée d'une société fondé librement par les autres. Se courant se trouve loin de renvoyer à la volonté divine s'appuie sur le rejet de la raison. Ce rejet a lieu au nom de certaines forces obscures qui dirigeraient les hommes, le sol, la terre, les instincts ou encore la race.

Ce mouvement est proche du payainisme et s'oppose au christianisme qu'il accuse d'affaiblir le fond guerrier de l'homme. C'est en ce sens qu'on a pu dire que la philosophie de Nitschz pouvait servir ou avais servi le fascisme. L'idée d'une critique du christianisme comme religion du péché. Pour Nistchz ce sont des idées qui entraînent la névrose, la culpabilité mais un parti de sa perspective va passer et se retrouve dans certains mouvements. Ce courant qui sera dominant dans le nazisme existe également durant

Maurice Baret ; vision intuitive de la nation et va dénoncer l'incapacité des étranger a comprendre un pays même par l'intelligence. « L'intelligence, quelle petite chose à la surface de nous même, il n'y a pas de liberté de penser, je ne puit vivre selon mes morts. » En d'autre terme la remise en cause de l'intelligence et de la raison va d'abord s'effectuer au travers du culte de l'enracinement et le culte des sentiments atavique (l'hérédité).

Un étranger restera toujours étranger parce qu'il n'y est pas vraiment né et que ces ancêtres n'y sont pas nés.

Elle va également s'opérer au travers de l'une des révisions du darwinisme social, il désigne l'extension des thèses de l'évolutionnisme à la réalité sociale. Charles Darwin dans son ouvrage « l'origine des espèces ». Ces deux principes sont ceux de la sélection naturelle et la lutte pour la vie et toute une littérature à prétention scientifique en les greffant sur une prétention raciste va s'efforcer de les appliquer au société humaine. D'autre relève qu'il y a lui même eu des définitions ambiguës.

Le français Vacher de Lapouge expose sa nouvelle discipline au titre évocateur « la sélection naturel » et « l'arien, son rôle social ». Il est le premier a établir les statistique basé sur la mesure de l'indice céphalique pour lesquels il mesure plus de 600 crânes extrait d'un vieux cimetièrre. Les textes sont révélateurs du nouveau climat intellectuel qui émerge sur la base de la négation de la raison à la fin du 19 ème siècle en France.

Au total l'ensemble des idées qui s'inscrivent dans la contestation de l'ordre libéral au moment de l'affaire Dreyfus se présentent comme une première fusion des courant qui donneront naissance au fascisme.

B) L'antisémitisme au tournant du siècle.

Ce n'est que récemment sur l'influence d'historien étranger que l'importance de l'antisémitisme dans la France de la fin du 19 ème siècle a été établie. L'importance de cet antisémitisme ne saurait être nié et se révèle extrêmement étonnant. A la fin du siècle la communauté juive représente 70 000 personnes dont 45 000 à Paris. Il s'agit d'une communauté plutôt bien intégré et en phase d'assimilation qui ne s'engageras que tardivement et assez timidement en faveur de Dreyfus. On peut dire que la lente flambée de l'antisémitisme qui couvre le 19 ème siècle s'attaque à une communauté intégrée et de plus en plus présente dans les institutions même si les plus prestigieuses la cour des comptes, le quai d'Orsay lui demeure encore fermé.

Le danger que perçoit Zola lors de ces premiers articles dénonçant la haine sans précédent des juifs, il n'est pas imaginer. Au moment du retournement de l'affaire, de véritable émeutes antisémites éclatent en différent point du territoire, on a pu en dénombrer près de 70 dans les grands centres urbains puis peu à peu dans les villes moyennes notamment à l'est. Si c'est particulièrement violent en Algérie ce sont les magasins, les maisons, les synagogue qui sont attaqué. Ils sont révélateur d'un climat de haine plus ancien mais qui s'intensifie avec l'affaire polémique. Des les années 1783 est publié en France le premier périodique n'ayant d'autre raison d'être que la guerre au juif nommé « l'antisémitique ». Ce périodique va être rejoint au

fil des années 1890 par plusieurs autres du même genre. En 1898 Jules Guérin crée un quotidien intitulé « l'antijuif » alors même que se constitue à la chambre des députés un groupe parlementaire antijuif. L'antisémitisme se définit pour la première fois avec l'affaire comme une sorte de programme politique, il joue pour ainsi dire une fonction stratégique qui permet de rassembler et de mobiliser tous les adversaires de la démocratie libérale de quelque bord politiques. L'antisémitisme se définit comme un terrain neutre politiquement, un terrain qui subsume.

En somme l'antisémitisme parvient avec l'affaire Dreyfus à donner l'illusion d'être une solution et un programme dont l'essentiel consiste à faire porter la responsabilité à un ennemi imaginaire.

Des origines diverses :

Elles remontent bien entendu avant l'affaire Dreyfus, si le terme d'antisémitisme apparaît vers 1880, la réalité qu'il désigne est bien entendu plus ancienne. En effet depuis les premières décennies du 19^{ème} siècle toute une littérature associe les juifs mais également les franc maçons parfois les protestants pour en faire des révolutionnaires dans l'âme, des profiteurs voué au culte de l'argent. Des 1845 le socialiste Alphonse Toussenel, « les juifs roi de l'époque » qui sera longtemps le livre antijuif le plus lu et qui sera recommandé par la presse catholique de l'époque. A la fin du 19^{ème} siècle, l'antisémitisme a deux courants, un antisémitisme social économique et le vieil ju....

L'antijudaïsme catholique est un des thèmes constants et un des plus fort tirage de la presse catholique. Il aurait tué le christ. En 1882 un abbé publie un ouvrage « les juifs nos maîtres » qui connaît une certaine audience et qui rappelle que plus que tout autre peuple ils sont sous la domination de Satan. D'autres publications prétendent trouver l'affirmation selon laquelle le sacrifice de vierge chrétienne. Une grande partie des catholiques de l'époque sont donc antijuif, antiprotestant et antifrançais. Cet antijudaïsme va se renforcer de l'antisémitisme social économique présent des les années 1840 dans une partie de la gauche et l'extrême gauche. En effet beaucoup de penseurs révolutionnaires ont établi un lien entre les juifs et la démocratie bourgeoise. On a même pu parler du socialisme des imbéciles sachant que Marx dont le père était fils de rabbin n'était pas bien entendu antisémite. L'idée est que le juif est responsable du capitalisme, qu'il est le principal profiteur et qu'il est infiltré au cœur des institutions d'une république totalement enjuivé. L'antisémitisme populaire plonge ces racines au cœur.

La synthèse antisémite de la fin du siècle

Avec l'affaire Dreyfus ce sont l'essentiel des inquiétudes nationales, identitaires et françaises qui vont s'exprimer dans la haine des juifs. Le grand artisan de cette antisémitisme est Edouard Drumont, il écrit un livre « la France juive » qui va être un best seller qui va connaître pas moins de 200 éditions. Il est le premier à mélanger tous les thèmes évoqués précédemment, il écrit ainsi, « le seul auquel la révolution a profité est la juif ». « Il faut confisquer les biens juifs et expulsé ce peuple haineux ». En 1887 il crée la ligue antisémitique de France puis en 1892 il crée la libre parole, un journal antisémite qu'il tire à 200 000 exemplaires. De l'aveu même de la police, la ligue antisémitique est l'organisation la plus violente.

Marseillaise antijuive.

En un peu plus de 10 ans les idées de Drumont vont se transformer d'une pensée antisémite remise au goût du jour. Il serait élu député antijuifs d'Alger.

Son ouvrage donne les noms des juifs qui tiennent des responsabilités. La haine des juifs vaut surtout comme repoussoir nécessaire pour le nationalisme et qu'elle permet de trouver un

coupable plus idéal encore que les protestants qui restaient français ou que les ouvriers belges ou italiens qui restait catholique.

C) La ferveur

Si l'idée de nation qui naît avec la révolution française était surtout au 19^{ème} siècle liée à la notion de souveraineté populaire, le nationalisme devient une idéologie politique de combat justifiée notamment par le souci de la revanche contre l'Allemagne et de la séparation des provinces perdues. On a pu dire que le parti national tel qu'il va s'appeler dans les 10 dernières années était une force politique confuse, inclassable dans l'éventail des options parlementaires et qui oscille de l'extrême gauche à l'extrême droite où elle finira par se fixer. Cette perspective est d'abord militariste et patriotique. Paul Déroulède « l'armée est la grande patronne qui nous baptise » Il est l'incarnation d'un militarisme dévoué à la déesse revanche et il est l'auteur d'un livre fameux « les chants du soldat ».

Il créera la ligue des patriotes et durant l'affaire Dreyfus il sera de ceux qui tenteront de faire marcher un régiment sur l'Élysée. La glorification nationale va rejoindre les perspectives antilibérales puis l'antisémitisme.